



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent du patrimoine canadien

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 068

Le jeudi 9 mars 2023

Présidente : L'honorable Hedy Fry



Comité permanent du patrimoine canadien

Le jeudi 9 mars 2023

• (1530)

[Français]

La présidente (L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 68^e réunion du Comité permanent du patrimoine canadien.

Je voudrais reconnaître que cette réunion a lieu sur le territoire traditionnel non cédé des peuples algonquins anishinabes.

[Traduction]

Selon l'ordre de la Chambre des communes adopté le 23 juin, la réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride. Bien que les autorités de santé publique et le Bureau de régie interne n'exigent plus le port du masque, son usage est fortement recommandé, puisque la pandémie de COVID-19 et de ses variants, est toujours en cours, comme l'a fait valoir l'Organisation mondiale de la santé.

Je profite de l'occasion pour rappeler à tous les participants à cette réunion qu'il n'est pas permis de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de votre témoignage ou de vos questions. Les délibérations seront diffusées sur le site Web de la Chambre des communes; vous pourrez donc vous y rendre pour voir ce qui s'est passé.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 20 septembre 2022, nous nous réunissons pour poursuivre l'étude sur la pratique sécuritaire du sport au Canada.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins. Nous recevons Janine Beckie, Quinn, Sophie Schmidt et Christine Sinclair, qui représentent l'équipe nationale canadienne de soccer.

Nous allons maintenant entendre les déclarations préliminaires des témoins.

Vous disposez de 10 minutes en tout.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): J'invoque le Règlement, madame la présidente.

On m'indique que nos adjoints qui suivent actuellement la séance au moyen de l'application Zoom n'ont pas accès au son.

[Traduction]

La présidente: Ils ont des problèmes de son. Je demanderais au greffier de vérifier ce qui se passe. Il se peut que l'équipement de télédiffusion crée une interférence.

Est-ce que vous nous entendez?

[Français]

M. Sébastien Lemire: On m'indique que non.

Le problème n'est pas du côté des interprètes. C'est vraiment l'application Zoom qui ne donne pas accès au son de la salle.

[Traduction]

La présidente: Je vais parler et nous allons voir si l'interprétation fonctionne.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Ce n'est pas un problème d'interprétation. Moi, je l'entends bien.

Ce sont les gens qui utilisent l'application Zoom qui n'entendent pas le son présentement.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la présidente, mon adjointe, qui utilise Zoom, me dit qu'elle entend l'anglais; c'est peut-être seulement le canal français de Zoom qui ne fonctionne pas.

La présidente: Pouvons-nous suspendre la séance quelques minutes afin de trouver le problème?

[Français]

M. Sébastien Lemire: En fait, nos adjoints pourront suivre la séance sur ParlVU. Je trouve que l'enjeu est trop important pour que nous suspendions la réunion. Comme nous avons le son dans la salle, cela devrait aller.

[Traduction]

La présidente: J'ai pris l'avion ce matin, alors j'arrive à peine à vous entendre en raison du bruit dans mes oreilles. Je n'entends pas ce qui se dit en anglais ou en français. Je dois mettre mon oreillette.

Nous allons prendre une pause de quelques minutes pour comprendre ce qui se passe.

Très bien. On me dit que nous respectons toutes les exigences en matière d'interprétation et que le son dans la pièce fonctionne; je ne sais pas.

Est-ce que tout va bien?

• (1535)

[Français]

M. Sébastien Lemire: Oui, certainement. Nous recevons aujourd'hui des témoins de très grande qualité, et je ne voudrais pas voir se reproduire ce qui est arrivé lundi. Nous pouvons donc continuer. Notre équipe suivra la séance sur ParlVU.

[Traduction]

La présidente: D'accord. Je vais dire à tous les utilisateurs de Zoom de regarder la réunion sur ParIVU.

Nous allons maintenant entendre les déclarations préliminaires.

Vous disposez de 10 minutes. Vous pouvez répartir votre temps de parole comme bon vous semble.

Je sais que certains présidents lèvent un carton pour indiquer le temps qu'il reste, mais si vous lisez des notes, vous ne le verrez pas. Je vous dirai donc « 30 secondes » lorsque ce sera le temps qu'il vous reste. Si vous n'arrivez pas à finir votre déclaration, vous pourrez aborder les points que vous jugez importants dans le cadre de vos réponses à nos questions.

Nous vous souhaitons à nouveau la bienvenue et vous remercions d'être avec nous.

Madame Sinclair, vous avez la parole.

Mme Christine Sinclair (représentante des joueuses, équipe nationale canadienne de soccer, Association canadienne des joueurs de soccer): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour. Je vous remercie de nous recevoir aujourd'hui.

Il n'y a pas plus grand honneur pour un athlète que de représenter son pays sur la scène internationale. Nous quatre avons ce privilège depuis plusieurs années, et nous avons vécu les meilleurs moments de notre vie. Nous avons toutefois aussi vécu des moments de frustration et avons dû faire des sacrifices.

Notre sport en est à un point critique au Canada. L'année dernière, l'équipe masculine a participé à sa première Coupe du monde en 36 ans; nous serons l'hôte de la prochaine Coupe du monde masculine en 2026. L'équipe féminine a gagné la médaille d'or à Tokyo en 2021. Le succès de nos équipes nationales inspire tout le pays, et l'avenir devrait être plus brillant que jamais.

Toutefois, tandis que la popularité et la croissance du jeu de l'équipe féminine captivent le monde, notre lutte la plus difficile se tient contre notre propre fédération, alors que nous tentons d'obtenir un soutien et une rémunération justes et équitables.

Depuis plus de 10 ans, les membres de l'équipe nationale féminine demandent à Canada Soccer de publier l'état détaillé de ses finances et de connaître le salaire versé aux membres de l'équipe nationale masculine. L'organisation nous a transmis certains détails, mais pas suffisamment pour nous permettre de comprendre la ventilation des revenus et les montants affectés aux programmes des deux équipes nationales. De façon générale, Canada Soccer nous renvoie vers les rapports annuels et les états financiers de son site Web. Par conséquent, pendant de nombreuses années, nous avons dû négocier dans l'obscurité.

L'approche de Canada Soccer est le reflet d'une culture de secret et d'obstruction. On nous a toujours dit que l'organisation ne pouvait pas nous offrir un salaire plus élevé... ou un salaire tout court. En 2017, nous avons finalement conclu un accord avec Canada Soccer, afin d'obtenir une faible rémunération. Encore une fois, on nous a dit que c'était le maximum que l'on pouvait nous donner. Vous imaginez donc notre surprise lorsque nous avons découvert, en 2021 — l'année où nous avons gagné la médaille d'or aux Jeux olympiques — que le revenu des membres de l'équipe nationale masculine était plus que cinq fois supérieur à celui des membres de l'équipe féminine.

Sur le plan personnel, je dois dire que je ne me suis jamais sentie aussi insultée que lorsque j'ai rencontré le président de Canada Soccer, Nick Bontis, l'année dernière afin de discuter de nos préoccupations. J'étais chargée d'expliquer nos revendications salariales au nom de l'équipe nationale féminine. Il a écouté ce que j'avais à dire, mais plus tard dans la réunion, il a dit: « De quoi Christine se plaignait-elle? » À mon avis, cela en dit beaucoup sur le manque de respect de Canada Soccer à l'égard de son équipe nationale féminine.

Notre équipe ne croit pas que Canada Soccer puisse faire preuve d'ouverture et d'honnêteté dans le cadre de nos négociations en vue d'obtenir un salaire et un traitement justes et équitables, pour l'avenir de notre programme.

Mme Janine Beckie (représentante des joueuses, équipe nationale canadienne de soccer, Association canadienne des joueurs de soccer): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour.

En 2012, notre équipe nationale féminine a surpris tout le monde lorsqu'elle a remporté la médaille de bronze aux Jeux olympiques de Londres, alors qu'elle s'était classée au dernier rang lors de la Coupe du monde féminine de 2011.

En 2015, le Canada était l'hôte de la Coupe du monde féminine, ce qui a fait briller comme jamais le soccer dans notre pays. Selon Victor Montagliani, il s'agissait d'un tournant important pour le soccer canadien. Dans son rapport annuel de 2015, Canada Soccer a fait état d'une augmentation de 26 % de ses revenus totaux, notamment d'une augmentation de 56 % des revenus de commandites.

En 2016, nous sommes de nouveau hissées sur le podium avec la médaille de bronze autour du cou, ce qui a placé notre équipe parmi les cinq meilleures équipes de la FIFA pour la toute première fois de notre histoire. À ce moment-là, Canada Soccer a vu ses revenus de commandites augmenter de 15 %. L'organisation était maintenant imposante, et tout le monde le savait.

Deux années plus tard seulement, en 2018, nous étions à un an de la prochaine Coupe du monde féminine. C'était une très grosse année pour Canada Soccer. En juin 2018, le Canada a gagné la course pour devenir le pays hôte de la Coupe du monde masculine de la FIFA de 2026.

Les joueurs savent que la tenue d'un tel événement dans notre pays représente des possibilités inégalées. Or, malgré notre excellente trajectoire, on a appris que Canada Soccer avait conclu un accord à très long terme avec une société privée, appelée Canadian Soccer Business ou CSB. Nous comprenons que cet accord confère à CSB les droits de commandite et de télédiffusion associés aux équipes nationales masculine et féminine, possiblement jusqu'en 2037. En échange, Canada Soccer reçoit un montant annuel fixe et convenu de la part de CSB.

Cela signifie que sans égard au succès de CSB dans la vente de commandites et de droits de télédiffusion pour les équipes nationales, et sans égard aux profits que la société réalisera, Canada Soccer recevra les mêmes montants, qui ont déjà été établis. Notre propre organisation a misé contre le succès de ses équipes nationales.

Nous ne savons pas pourquoi Canada Soccer a conclu une telle entente. Soit l'organisation ne savait pas qu'elle faisait une très mauvaise affaire, soit elle le savait et elle a tout de même décidé d'aller de l'avant. Dans l'un ou l'autre des cas, cela n'a aucun sens.

En août 2021, nous sommes devenues championnes mondiales, championnes olympiques et médaillées d'or. Ensuite, pour la première fois en 36 ans, notre équipe masculine s'est qualifiée pour la Coupe du monde. Les commanditaires se sont donc présentés en masse: Gatorade, CIBC, Carlsberg, Degree, TikTok, etc. C'était le grand moment de Canada Soccer.

Imaginez le choc que nous avons ressenti lorsque nous avons appris, l'année dernière, que Canada Soccer ne bénéficierait d'aucun avantage financier associé à cet engouement et à cette mobilisation, que l'organisation avait cédé les droits à un tiers qui gère et finance une ligue masculine nationale, et que notre succès était le moteur qui propulsait une organisation qui ne fait pas la promotion du soccer féminin au pays.

Cette nouvelle aurait été difficile à digérer dans n'importe quelle circonstance, mais nous avons été forcées d'agir lorsque nous avons appris ce que signifiaient les contraintes financières de Canada Soccer. Nous en sommes maintenant à six mois de la Coupe du monde féminine, et nous n'avons même pas accès aux ressources nécessaires pour bien nous y préparer, et nous préparer aux qualifications olympiques.

• (1540)

Quinn (représentante des joueuses, équipe nationale canadienne de soccer, Association canadienne des joueurs de soccer): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour.

Les contraintes en matière de ressources créées par Canada Soccer à la suite de l'accord conclu avec CSB ont forcé l'organisation à faire des choix en matière d'affectation des fonds. Ces choix favorisent invariablement le programme masculin. Depuis longtemps, Canada Soccer fait valoir que nous devrions faire preuve de reconnaissance pour ce que nous recevons. Cette vision se reflète dans notre budget opérationnel. On nous demande tout simplement de faire plus avec moins.

Nous avons non seulement dû réduire le nombre de jours de notre camp d'entraînement, mais aussi annuler des camps d'entraînement complets, ce qui nous donne moins de ces occasions essentielles de jouer en équipe en vue de tournois internationaux. Nous avons aussi dû réduire le nombre de participantes aux camps, ce qui signifie que nous n'avons pas suffisamment de joueuses pour réaliser les exercices sur le terrain. Nous avons dû demander à des membres du personnel de participer à des jeux dirigés, parce que nous manquons de joueuses sur le terrain. Nous avons aussi dû réduire le personnel qui travaille à chaque camp, ce qui compromet nos entraînements, notre réadaptation et notre préparation. Nous devons parfois faire des choix de traitement médical, puisque le nombre de physiothérapeutes est restreint.

En 2021, l'année où nous avons remporté l'or aux Olympiques, Canada Soccer a dépensé deux fois plus d'argent pour l'équipe nationale masculine que pour l'équipe féminine, alors que les hommes n'avaient pas gagné à la Coupe du monde ou aux Jeux olympiques. En fait, selon ses états financiers vérifiés, Canada Soccer a dépensé chaque année plus d'argent pour l'équipe masculine que pour l'équipe féminine depuis 2019 ou avant. La disparité entre le traitement réservé à l'équipe masculine et celui réservé à l'équipe féminine est flagrante. C'est la preuve que Canada Soccer juge le programme féminin moins important que celui des hommes.

Cette disparité est encore plus choquante lorsqu'on sait qu'environ la moitié du financement de l'équipe nationale féminine pro-

vient d'À nous le podium, un investissement axé sur la performance destiné aux programmes canadiens, dont l'objectif est l'obtention de médailles olympiques. Cet argent est dirigé vers Canada Soccer et vise précisément l'équipe féminine. On nous a dit que nous devions compter parmi les trois premières équipes aux Jeux olympiques afin d'avoir suffisamment de fonds pour maintenir notre programme. Or, les entraîneurs et les joueuses craignent que sans un succès olympique répété, notre programme n'ait plus suffisamment de ressources pour être maintenu.

Malgré toutes nos réussites depuis plus de 10 ans, nous avons dû nous battre pour améliorer nos conditions de jeu, le traitement que nous recevons et notre rémunération. Les équipes nationales masculine et féminine sont toutes deux déterminées à faire avancer le sport et à atteindre l'équité. Toutefois, pour que ce soit possible, il faut prendre des mesures immédiates pour assurer un traitement égal de nos programmes.

• (1545)

Mme Sophie Schmidt (représentante des joueuses, équipe nationale canadienne de soccer, Association canadienne des joueurs de soccer): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour.

Le Canada compte le troisième plus important bassin de joueuses au monde. À l'échelle mondiale, le marché des sports féminins et des joueuses féminines s'élargit plus rapidement que celui des hommes. Le nombre de personnes qui assistent aux parties ou qui les regardent à la télévision augmente. La valeur commerciale du soccer féminin devrait être six fois plus élevée au cours des 10 prochaines années.

Canada Soccer devrait être responsable du développement du soccer féminin au Canada. Toutefois, l'organisation ne considère pas le jeu des femmes à titre de priorité. Elle n'a mis en place aucune structure, aucune ressource et aucun plan pour le développement et la réussite des femmes au pays. Elle a plutôt détourné une importante partie des ressources vers le soccer masculin au Canada, notamment par son appui à l'égard de la Première Ligue canadienne.

La division des ressources a une grande incidence sur l'appui et le développement des jeunes joueuses. Notre personnel a dû sabrer les programmes qui leur étaient destinés: un seul camp leur est offert cette année, ce qui met l'avenir du programme féminin en péril. S'il y a moins de camps, il y aura moins de possibilités pour les joueuses, ce qui signifie que nous serons moins compétitives sur la scène mondiale. Le système pour entraîner les joueuses est brisé, et les femmes obtiennent une place dans l'équipe nationale grâce à la chance et non à l'intention. Quel est le message qu'on envoie aux jeunes qui rêvent de représenter le Canada?

Notre passion et notre engagement nous ont toujours poussées à faire avancer le soccer au pays et à être des leaders mondiales dans le domaine des sports féminins. En tant qu'équipe nous voulons inspirer les Canadiens, nous voulons être les meilleures au monde, nous avons à coeur nos valeurs et le désir d'être des personnes et des joueuses de classe mondiale, pour faire de notre pays un chef de file mondial du soccer.

À l'heure actuelle, Canada Soccer n'adhère pas à ces valeurs dans le cadre de sa planification, de sa croissance et de sa gouvernance. Le Canada a maintenant l'occasion de montrer la voie, mais pour cela, il faut le bon leadership et des changements importants.

Merci.

La présidente: Je remercie les témoins.

Nous allons passer aux séries de questions. La première sera une série de six minutes, qui comprend le temps consacré aux questions et le celui consacré aux réponses. Je vous demande d'être concis, afin que nous puissions tenir le plus de séries possible.

Nous allons commencer avec M. Kevin Waugh, des conservateurs. Vous disposez de six minutes. Allez-y.

M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC): Merci, madame la présidente. Je tiens à remercier nos témoins d'être des nôtres. Je suis désolé que vous ayez à être ici. Cela ne devrait pas se produire dans notre pays.

Votre équipe fait la fierté du Canada depuis plus d'une décennie. Je suis consterné lorsque je lis des articles sur l'équité salariale, mais surtout en ce qui concerne votre participation au tournoi en Floride, où, comme vous l'avez dit, vous n'étiez pas assez nombreuses pour pouvoir vous entraîner. Vous n'aviez pas assez de physiothérapeutes, de médecins, de soutien, et j'en passe.

Vous savez, madame Sinclair, vous êtes le visage du soccer au pays depuis plus d'une décennie. Je vais commencer par vous parce que j'ai honte de Canada Soccer. Vous avez été le visage du soccer au pays, comme je l'ai dit, alors que pensez-vous du fait que vous devez venir ici aujourd'hui pour parler de ce problème?

Mme Christine Sinclair: Bien entendu, ce n'est pas ici que nous, les joueuses, aimerions être idéalement. Nous nous sentons beaucoup plus à l'aise sur le terrain de soccer, où nous nous entraînons en prévision des matchs. Cependant, le mot d'ordre de notre équipe et de nos coéquipières est de faire en sorte qu'après notre départ de l'équipe nationale, le sport soit dans un meilleur état qu'il ne l'était à notre arrivée. Il n'y a pas de plus grand honneur que d'essayer d'apporter des changements importants pour les jeunes du Canada. Nous sommes ici pour faire ce qu'il faut pour eux.

M. Kevin Waugh: Je vous remercie d'avoir défendu vos convictions lors du tournoi. Il est difficile, en tant qu'athlète, de tenir tête et de résister parce que votre nom finit par circuler dans les médias. Canada Soccer vous considère peut-être comme des perturbatrices du jeu.

Aujourd'hui, j'ai porté la couleur que vous portiez aux États-Unis parce que je suis fier de vous. J'ai une petite-fille qui joue au soccer grâce à vous. Je vais au centre de soccer de Saskatoon les samedis, et l'endroit est plein à craquer. C'est grâce à vous. Ce n'est pas dû à l'équipe masculine ni à Canada Soccer. C'est dû à l'équipe féminine canadienne et à ce que vous avez accompli au cours des 10 dernières années.

Sachant que vous alliez témoigner aujourd'hui, Canada Soccer a publié un communiqué de presse sur la convention collective. Qu'en pensez-vous aujourd'hui? À quel point est-ce révoltant de savoir qu'au moment même où vous comparez devant le comité du patrimoine, Canada Soccer vous accorde un tel contrat de façon si cavalière?

Madame Schmidt ou madame Beckie, qu'en pensez-vous?

• (1550)

Mme Janine Beckie: Tout d'abord, je vous remercie de nous accueillir ici aujourd'hui. C'est un honneur de témoigner devant vous tous.

Nous nous sentons très peu respectées à cause de la façon dont Canada Soccer a agi cet après-midi, mais en même temps, nous ne croyons pas que ce soit le bon endroit pour nous abaisser à ce niveau, pour ainsi dire. Nous sommes ici pour parler de ce problème. À notre avis, la teneur de ce qui a été discuté lors des négociations de bonne foi entre notre association de joueurs et l'Association canadienne de soccer aurait dû rester entre les deux parties.

Voilà qui dénote un grand manque de respect à notre égard parce que ce principe a été bafoué, parce que ces renseignements ont été rendus publics avant la signature de l'entente. Dans sa déclaration d'aujourd'hui, Canada Soccer dévoile des conditions, des chiffres et des éléments qui ne nous ont même pas été communiqués. Cela nous a un peu choquées, mais je le répète, nous sommes ravies d'être ici pour en parler avec vous tous.

M. Kevin Waugh: Je vois une tendance qui se dessine au pays, à savoir que Sport Canada ne fait pas de suivi. C'est ce que nous avons observé dans le dossier de Hockey Canada.

Le ministère du Patrimoine a-t-il communiqué avec l'une ou l'autre des membres de l'équipe? La ministre des Sports a-t-elle parlé de ce chaos qui dure depuis trop longtemps?

J'ai vu l'inaction de Sport Canada dans le cas de Hockey Canada à partir de 2018, et je me demande maintenant si Sport Canada ou même la ministre des Sports a communiqué avec l'une ou l'autre des membres de l'équipe pour régler le problème catastrophique auquel nous faisons face aujourd'hui.

Quinn: Oui, la ministre des Sports a communiqué avec nous par l'entremise de ses collaborateurs. Le cabinet de la ministre a fait bouger les choses.

M. Kevin Waugh: Qu'a-t-elle proposé, ou qu'a proposé le ministère?

Quinn: Les fonctionnaires du ministère nous ont demandé ce qui serait utile.

M. Kevin Waugh: Qu'est-ce qui serait utile? L'équité. Voyons donc. C'est une demande assez simple, non? Nous sommes en 2023. Vous avez fait de ce sport ce qu'il est devenu aujourd'hui à l'échelle nationale. D'ici trois ans, le soccer sera le sport le plus populaire au pays. Madame Sinclair, vous êtes là depuis longtemps. Qu'est-ce qui cloche?

Des députés: Ah, ah!

M. Kevin Waugh: Vous êtes là depuis très, très...

Des députés: Ah, ah!

M. Kevin Waugh: Vous nous avez très bien représentés au fil des ans. Qu'allons-nous faire? Cela nous désavantage sur la scène internationale. Vous vous préparez pour la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Vous n'aurez plus de fonds après cela. Il n'y a pas d'argent dans le budget pour vous préparer à défendre votre médaille d'or de Tokyo l'année d'après, à Paris.

Mme Christine Sinclair: Honnêtement, je ne sais pas trop quelles seront les prochaines étapes. Je pense qu'il faut régler quelques points simples avec l'Association canadienne de soccer au chapitre de la transparence et des finances. C'est d'une importance cruciale pour l'équipe nationale féminine. Nous ne savons pas d'où vient l'argent ni où il s'en va, et la différence entre le programme de l'équipe nationale masculine et celui de l'équipe nationale féminine...

Pour nous, l'équité salariale n'est qu'une petite pièce du casse-tête. C'est surtout une question d'égalité de traitement, d'égalité des chances et d'égalité des ressources. Honnêtement, tant que ces conditions ne seront pas réunies, nous serons dans une impasse.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Waugh. Votre temps est écoulé.

Je cède la parole à Lisa Hepfner, du Parti libéral.

Madame Hepfner, vous avez six minutes.

Mme Lisa Hepfner (Hamilton Mountain, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je tiens à dire que c'est un honneur pour nous d'accueillir ces quatre athlètes d'élite. Elles ont si bien représenté notre pays sur la scène internationale et elles nous ont tous rendus si fiers. Il est d'ailleurs tout à fait opportun qu'elles soient ici, au lendemain de la Journée internationale des femmes, pour lutter en faveur de l'égalité des sexes et de l'équité salariale.

Vous avez expliqué un peu la situation à laquelle vous faites face, mais je me demande si nous pouvons approfondir les raisons pour lesquelles votre équipe gagne beaucoup moins d'argent que l'équipe masculine. L'entraînement des joueuses coûte-t-il moins cher? Faut-il moins de ressources pour amener les filles à un niveau d'élite? Y a-t-il une explication rationnelle que nous pouvons cerner?

Cette question s'adresse à quiconque veut y répondre.

• (1555)

Mme Janine Beckie: Y a-t-il une explication rationnelle? Je dirais que non. Est-ce le moindrement logique? Non. C'est le même ballon, le même poteau de but, le même terrain, la même durée. Nous faisons le même travail que nos homologues masculins. Dans n'importe quel autre domaine de travail, quand vous vous asseyez à la même table que votre homologue masculin, quand vous faites le même travail que vos collègues masculins... C'est essentiellement ce que nous demandons, comme l'a souligné Mme Sinclair: l'égalité des chances et des ressources. Ce n'est pas seulement pour nous; c'est aussi pour nos équipes de jeunes.

Comme nous l'avons dit dans notre déclaration préliminaire, les jeunes joueuses n'ont eu droit qu'à un seul camp cette année. Comme Mme Schmidt l'a souligné, les filles obtiennent une place dans l'équipe nationale féminine grâce à la chance, parce qu'elles ont du talent, parce qu'elles sont suffisamment douées, et non parce qu'on a mis en place des systèmes leur permettant d'intégrer l'équipe nationale.

Je dirais également qu'il existe une très grande disparité au sein de la FIFA, comme en témoigne la manière dont la FIFA traite les matchs des hommes et ceux des femmes, mais nous nous attendons à faire partie d'une association qui, si elle accorde de l'importance à l'équité, saura compenser l'écart qui existe au sein de la FIFA. Cela signifie, je le répète, que nous devons recevoir une rémunération égale à celle des hommes, peu importe le nombre de matchs joués par année ou tout autre facteur de ce genre.

Mme Lisa Hepfner: Madame Beckie, vous avez parlé de ce que vous avez ressenti lorsque le financement de l'équipe a été réduit, et ce, après que vous êtes devenues des médaillées d'or mondiales et olympiques.

Qu'est-ce que cela fait à la santé mentale des membres de votre équipe?

Mme Janine Beckie: Nous avons un groupe de personnes incroyablement fortes qui travaillent en coulisses. Bon nombre de nos coéquipières ont consacré beaucoup de temps et d'efforts à ce que nous faisons, et c'est grâce à elles que nous sommes ici aujourd'hui. Il ne s'agit pas seulement de nous quatre, mais de 25 à 30 personnes en coulisses. C'est l'une des choses qui nous ont vraiment rendues plus tenaces. Nous avons réussi, non pas grâce à notre fédération, mais à vrai dire, en dépit de notre fédération pendant tant d'années. Comme nous l'avons dit dans notre déclaration préliminaire, nous avons réussi avec moins, et on s'attend à ce que nous fassions plus avec moins.

Je pense que nous en sommes arrivées à un point où nous en avons assez de devoir mener la même bataille, d'avoir les mêmes conversations, de faire des pieds et des mains pour que les choses soient transparentes. Nous sommes en droit de nous attendre à ce qu'on fasse preuve de transparence envers nous lorsque nous en faisons la demande.

Mme Lisa Hepfner: C'est une excellente réponse, et je vous en remercie.

Pendant les dernières minutes qui me restent, j'aimerais changer légèrement de sujet.

Je me suis penchée sur le cas de Bob Birarda, qui, comme vous le savez sûrement, était l'entraîneur des Whitecaps de Vancouver de 1998 à 2006. Plusieurs allégations ayant été portées contre lui, il a quitté cette équipe pour en rejoindre une autre. Ce n'est que l'année dernière, je crois, qu'il a plaidé coupable et a été condamné pour des infractions commises sur de nombreuses années.

L'une ou l'autre d'entre vous pourrait-elle nous dire s'il s'agit d'un incident isolé ou si cela révèle des problèmes encore plus grands au sein de Canada Soccer pour ce qui est de faire en sorte que les femmes se sentent en sécurité dans les équipes?

Mme Christine Sinclair: Je peux essayer de répondre à cette question.

Je ne connais pas tous les détails, mais je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème propre à Canada Soccer. À mon avis, ce n'est pas un problème qui touche uniquement le monde du sport au Canada. Nous jouons tous au niveau professionnel aux États-Unis, et les mêmes choses se produisent là-bas. Je suis sûre que c'est le cas dans chaque établissement au Canada et aux États-Unis. Je ne peux pas prétendre que c'est un problème qui existe uniquement au sein de Canada Soccer ou de Sport Canada.

Vous êtes une femme. Vous savez donc, en vous fiant à votre vécu, ce que traversent les femmes. C'est tout à fait inacceptable.

Mme Lisa Hepfner: Les autres témoins souhaitent-elles intervenir à ce sujet? Comment pouvons-nous rendre nos sports plus sécuritaires pour les jeunes? Comment pouvons-nous protéger nos enfants qui font du sport?

Quinn: Nous devons mettre en place des systèmes pour assurer la sécurité des sports. Nous assistons à la mise en place d'un mécanisme indépendant pour la sécurité dans le sport. Je pense qu'il faut la participation des organisations à tous les niveaux, de la base jusqu'au sommet.

Tout au long de nos carrières, nous avons compris la valeur de la sensibilisation afin de nous protéger et de savoir à quoi ressemblent les sévices et les mauvais traitements. C'est la même chose, tant à notre niveau qu'au niveau de la base.

Mme Lisa Hepfner: Je n'ai pas d'autres questions. Je vous remercie.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au troisième intervenant, Sébastien Lemire, du Bloc québécois.

• (1600)

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci, madame la présidente.

Merci à vous, membres de l'équipe féminine canadienne de soccer.

Madame Sinclair, je dois dire que c'est un honneur de vous rencontrer. Vous êtes peut-être la plus grande athlète du Canada, tous sports confondus, et probablement tous genres confondus, surpassant même Mikaël Kingsbury, selon certains. Je pense que c'est un débat qui pourrait avoir lieu sur les tribunes téléphoniques sportives. Je souligne la qualité de vos exploits et l'évolution que vous avez fait faire au soccer canadien, et particulièrement au soccer féminin. Je crois que nous vous devons une fière chandelle. Vous nous remplissez de fierté. J'aimerais saluer votre courage et celui de toute l'équipe.

Il est choquant pour moi de constater que le changement dans notre société se fait encore à travers une culture du silence, particulièrement dans le monde du sport. Vous êtes des modèles pour l'ensemble des autres fédérations sportives en ce qui a trait à votre prise de parole et à l'unité au sein de votre équipe. Vos déclarations publiques, particulièrement celles avec les Américaines, ont été frappantes et amènent un changement de société. Vous pouvez compter sur moi et, je pense, sur l'ensemble de mes collègues pour vous accompagner dans vos revendications.

Je voudrais entendre davantage votre point de vue sur ce qui a été présenté depuis la semaine dernière jusqu'à aujourd'hui. Quelle est votre première demande? Est-ce d'avoir un contrat de travail? Est-ce de pouvoir négocier une convention collective? Quel est le premier élément qui doit faire partie des négociations?

Vous avez parlé du temps et des conditions d'entraînement. Comment pouvons-nous améliorer le sort des joueuses canadiennes de soccer?

[Traduction]

Quinn: Il y a beaucoup d'objectifs. Comme Mme Beckie l'a mentionné plus tôt, nous ne parlons pas seulement d'équité salariale. Nous parlons aussi de l'allocation équitable des ressources.

En ce qui concerne nos programmes pour les jeunes, l'allocation équitable des ressources ne concerne pas seulement nos programmes en particulier. Elle vise également nos programmes pour les jeunes. Selon nous, il faut assurer l'équité à différents niveaux. Au-delà de cela, nous voulons que Canada Soccer soit en mesure de prendre de bonnes décisions d'affaires à l'avenir. Je pense donc que, du point de vue de la gouvernance, c'est un sujet qu'il faut également aborder.

Ce sont là quelques-uns des thèmes qui sont d'une importance cruciale pour que nous puissions aller de l'avant.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Évidemment, je fais beaucoup de parallèles avec les défis de gouvernance de Hockey Canada. L'organisme Canada Soccer a dit qu'il ne négociait pas en public. Force

est de constater que c'est le chemin qu'il a choisi, à en juger par l'intimidation que vous avez subie. Je trouve cela embarrassant et odieux de sa part.

Depuis 2018, Canada Soccer a une stratégie pour expliquer que ses ententes avec Canadian Soccer Business et la reconstruction de l'organisme sont une réussite. C'est ce que nous indiquent les documents qui nous ont été distribués.

Aujourd'hui, nous constatons qu'on laisse Canada Soccer attaquer les joueuses et les joueurs.

À partir de maintenant, quels gestes faut-il faire pour s'assurer de tendre vers plus d'égalité et de meilleures actions?

Que peuvent faire les divers intervenants, à savoir Canada Soccer, la ministre, les parlementaires, de même que votre association?

[Traduction]

Mme Janine Beckie: Il faut d'abord rétablir le lien de confiance avec notre association. Canada Soccer a brisé notre confiance à de multiples reprises. Selon moi, la déclaration publiée aujourd'hui est un autre exemple qui montre à quel point il est difficile de lui faire confiance.

La première chose que nous avons demandée, c'est la transparence des états financiers. Nous ne savons toujours pas quels sont les états financiers après 2019. Les données antérieures sont importantes, mais surtout au cours des trois dernières années... Nous devons savoir ce qu'il en est des finances afin de négocier une convention collective qui ait du sens pour l'association et pour nous.

Depuis plus de 12 ans, nous négocions dans l'obscurité. Cela rend les choses très difficiles pour nous, car, comme nous l'avons déjà dit, imaginez le choc que nous avons ressenti lorsque nous avons appris ce que Canada Soccer a pu payer à l'équipe masculine, alors que nous avons négocié en toute bonne foi pendant 12 ans.

L'autre chose dont nous avons besoin, comme l'a dit Quinn, c'est la mise en place de toutes sortes de systèmes pour nous assurer que ce changement est durable et qu'il y a une reddition de comptes pour quiconque est à la tête de Canada Soccer, de sorte que nous ne continuions pas à régresser en 2023... Nous vivons dans un pays qui peut être une lueur d'espoir pour les équipes féminines et les fédérations du monde entier en ce qui concerne les possibilités dans le domaine du soccer.

C'est l'une des choses les plus importantes. Comment pouvons-nous mettre en place ces structures pour obtenir un changement durable?

• (1605)

[Français]

M. Sébastien Lemire: Quand j'écoute ce que vous nous présentez, quand j'entends les déclarations publiques, quand je vois plusieurs médias et journalistes comme Rick Westhead et le Québécois Olivier Tremblay mettre la situation à l'avant-plan, je constate que le sport en général est malade.

Ce que vous vivez ressemble beaucoup à ce qu'on voit en gymnastique et à ce qu'on a vu au hockey ou dans d'autres disciplines.

Est-ce que vous pensez qu'il serait temps de créer une enquête publique et indépendante pour faire la lumière sur la façon dont nos fédérations sportives gèrent leurs relations avec les athlètes, pour enfin créer un milieu sain et sécuritaire où les athlètes sont au cœur du développement du sport au Canada?

[Traduction]

La présidente: Je vous ai accordé 30 secondes de plus en raison de l'interprétation, mais nous devrions avancer [*inaudible*].

Quinn: Oui. Je pense qu'une enquête publique serait utile. Il y a plusieurs moyens par lesquels le Comité pourrait éventuellement nous aider — ou d'autres moyens, peut-être au sein du cabinet de la ministre —, mais une enquête publique sur le sport pourrait s'avérer utile parce que, comme vous l'avez mentionné, il ne s'agit pas d'un cas unique. Je crois qu'il y a des problèmes dans d'autres sports au Canada et à l'étranger. Il faut donc qu'il y ait une reddition de comptes grâce à ce genre de processus.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à Bonita Zarrillo, du Nouveau Parti démocratique.

Madame Zarrillo, vous avez six minutes.

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Merci beaucoup.

Je tiens à dire que le Canada vous appuie, il vous appuie vraiment. Nous sommes très heureux et fiers que vous fassiez ce travail. Je sais que c'est lourd, mais ce pouvoir est incroyable.

Au nom des habitants de Port Moody, de Coquitlam, d'Anmore et de Belcarra — qui sont toutes à côté de Burnaby, où un centre communautaire porte votre nom, madame Sinclair —, je tiens à ce que vous sachiez que nous vous soutenons et que nous sommes fiers du travail que vous faites. Nous savons que c'est difficile.

Nous avons parlé aujourd'hui de l'entente conclue avec Canadian Soccer Business. Il a été question de la retenue des données financières sur les revenus. On a fait état d'un manque de transparence. On a dit qu'on ne croyait pas que les négociations étaient menées de bonne foi. J'aimerais revenir un moment sur l'entente conclue avec Canadian Soccer Business.

Madame Beckie, je ne sais pas si vous pouvez nous donner plus de détails sur cette entente. À l'instar des autres membres de ce comité, j'aimerais bien sûr savoir ce que nous pouvons obtenir de Canadian Soccer Business dans le cadre de cette entente. Il me semble tout à fait incongru qu'une tierce partie s'accapare des bénéfices générés, ne finance pas le sport dans la mesure où il devrait le faire et n'utilise pas les canaux qui, selon nous, en tant que Canadiens, soutiendraient le soccer féminin au Canada.

Mme Janine Beckie: Je vais répéter ce que j'ai déjà dit.

Il a été dit à maintes reprises que cette entente était nébuleuse. Je pense que nous devons nous fier à notre instinct lorsque les détails de ladite entente seront rendus publics. Cela n'a pas beaucoup de sens.

Nous ne comprenons pas pourquoi les membres du conseil d'administration approuvent une telle entente, sachant qu'elle plafonne

le montant des recettes provenant des commanditaires et de la diffusion. Nous avons percuté un mur à plusieurs reprises sans pouvoir être en mesure, en tant qu'entité unique, de vendre nos droits de diffusion. Nous devons passer par un tiers. Cela rend les choses très difficiles.

Lorsque vous donnez à une tierce partie le contrôle total de ce qui se passe, vous n'avez plus ce contrôle. Les joueurs se demandent où va l'argent, alors que nous avons remporté une médaille d'or et que notre équipe masculine participe à une Coupe du monde pour la première fois en 36 ans. Certains joueurs veulent savoir ce qu'il en est. Ils frappent à la porte et posent la question.

Tout d'abord, nous ignorons les montants qui sont disponibles. Nous ne savons pas ce que nous pouvons négocier. Nous savons maintenant que cet argent est limité. En général, ce qui serait considéré comme la plus grosse source d'argent pour une association, ce sont les recettes des commandites et de la diffusion. Nous savons que, quels que soient les succès des équipes nationales féminines et masculines, il y a un montant d'argent fixe. Pour nous — les joueurs et les joueuses — et pour l'avenir de notre programme, c'est extrêmement préoccupant.

Le fait qu'une association décide en 2023, moins de six mois avant notre Coupe du monde, qu'elle veut, cette année, être compétente sur le plan financier est également très préoccupant et très frustrant. Nous avons dit à plusieurs reprises que Canadian Soccer Business devait rouvrir le marché — si tant est que ce soit possible — et négocier de nouvelles sources de revenus pour l'Association. Je pense que c'est à Canadian Soccer Business et à Canada Soccer de régler cela entre eux. Par ailleurs, une enquête et des questions devraient être posées à Canadian Soccer Business et aux dirigeants de Canada Soccer qui ont signé cette entente. Quelles étaient leurs intentions et que savaient-ils de l'avenir, compte tenu du fait que cette entente pourrait être en vigueur jusqu'en 2037?

• (1610)

Mme Christine Sinclair: Puis-je ajouter quelque chose?

Il est important de comprendre que l'argent qui est versé à Canadian Soccer Business sert à financer la Première Ligue canadienne, qui est une ligue professionnelle masculine. Il n'y a rien d'équivalent pour les femmes. Grâce à l'équipe nationale féminine et masculine et à nos succès, cet argent va financer la ligue masculine au Canada, qui a contribué à l'organisation de la Coupe du monde. Il n'y a rien d'équivalent du côté des femmes ici au Canada.

Mme Bonita Zarrillo: Vous méritez de voir cela. Vous méritez que les choses soient transparentes quant à la façon dont cet argent est attribué et aux pourcentages de cette répartition. C'est le moins que l'on puisse demander.

Vous méritez également de voir cette entente et les signatures qui y sont apposées. Cela vous a-t-il été communiqué? Avez-vous vu le contrat et qui l'a signé? Je pense que c'est un point important. Vous devriez avoir accès à ces chiffres et à ces données financières.

Tout à l'heure, vous avez dit qu'il y avait une culture du secret et de l'obstruction. Canada Soccer a utilisé cette culture du secret et de l'obstruction pour cacher combien d'argent il devait réellement payer aux femmes au fil du temps. Je trouve cela vraiment déplorable. J'espère que nous pourrions aller au fond des choses, madame la présidente.

Il y a des jeunes qui nous regardent. Je sais qu'il y en a dans ma circonscription. Comme on l'a déjà dit ici, cela concerne aussi l'avenir.

J'aimerais entendre quelques récits.

Madame Schmidt, vous pourriez peut-être m'aider à cet égard. Vous avez parlé d'égalité de traitement et d'allocation égale des ressources. Cela doit commencer quand les joueuses sont jeunes. J'ai été conseillère municipale et je sais qu'il était difficile d'obtenir des ressources pour les femmes et les filles dans le sport. Il était difficile d'obtenir de meilleurs terrains. Nous avons eu les pires terrains et les pires plages horaires. Pouvez-vous nous parler de ce que vous avez vécu tout au long de votre parcours pour atteindre le niveau professionnel et de ce que nous pouvons faire pour remédier à ce qui va de travers à cet égard?

Mme Sophie Schmidt: Quand je grandissais, il n'y avait pas vraiment de parcours organisé pour les équipes féminines. Il n'y avait pas de soccer féminin à la télévision. Il n'y avait rien de tout cela.

Aujourd'hui, nous sommes très reconnaissantes pour ce qui arrive au soccer féminin, mais nos matchs ne sont toujours pas télé-diffusés. C'est une lacune, surtout si l'on souhaite inciter les jeunes filles à pratiquer ce sport. Pour nous, le plus important, c'est notre programme pour les jeunes. Il n'y a pas de processus ordonné pour poursuivre ses rêves ou inspirer des rêves ou pour permettre à une fille d'essayer de réussir en tant qu'athlète professionnelle, en tant que joueuse de soccer au Canada.

J'ai parlé du fait que nous n'avons qu'un seul camp cette année, et qu'il est destiné à un seul groupe d'âge. Il ne s'adresse même pas à tous les groupes d'âge. Sincy et moi en avons parlé et nous avons évoqué certains de nos souvenirs. Nous avons participé à tant de camps dans notre enfance. C'est là que nos souvenirs se sont forgés; c'est là que notre peau s'est endurcie et c'est là que les entraîneurs nous ont découvertes, qu'ils ont cru que nous pourrions nous joindre à l'équipe nationale. Nous ne soutenons pas nos jeunes et cela me brise le cœur. Elles le méritent, et je pense que vous allez commencer à en voir les résultats très, très bientôt.

La présidente: Vous pouvez faire suivre cette idée d'une autre question, le cas échéant.

Nous allons procéder à une deuxième série de questions, d'une durée de cinq minutes.

Nous allons commencer par le Parti conservateur et Marilyn Gladu.

Madame Gladu, vous avez cinq minutes.

Mme Marilyn Gladu: Merci, madame la présidente, et merci aux témoins de leur présence.

L'un des avantages de venir devant un comité parlementaire, c'est que parfois, lorsque nous faisons la lumière sur un sujet, cela change l'attitude de l'organisme visé.

Par exemple, lorsque Hockey Canada est venu ici pour la première fois, il pensait avoir un petit problème de communication, mais en fin de compte, il a constaté l'ampleur du problème qu'il avait, fait le ménage au sein de son exécutif et mis en place d'importantes mesures de redressement. Lorsque Gymnastics Canada Gymnastique a appris qu'il allait devoir comparaître en comité, Ian Moss, son directeur général, a démissionné.

J'espère que votre présence ici aujourd'hui fera en sorte que ce marché qui vient d'être annoncé dans les journaux — et qui dit qu'ils vont vous accorder l'équité salariale — se concrétise. Cependant, le *Globe and Mail* rapporte ceci:

[Traduction] Canada Soccer affirme que le contrat de travail qu'il propose prévoit que les équipes recevront les mêmes indemnités de match et qu'elles se partageront également les recettes des prix des compétitions. Canada Soccer reconnaît toutefois que l'égalité des salaires ne signifie pas l'égalité des sommes allouées aux budgets des équipes, alléguant que le calendrier des compétitions et le parcours de qualification pour la Coupe du monde de la FIFA pour les hommes s'accompagnent de « coûts très différents » de ceux pour les femmes.

On dirait bien qu'il y a toujours une inégalité dans la façon dont les équipes sont traitées.

J'ai une question à vous poser: Sport Canada finance-t-il Canada Soccer ou le gouvernement fédéral accorde-t-il un financement direct à ce dernier?

• (1615)

Mme Janine Beckie: Je ne crois pas que nous connaissions la réponse à cette question, mais je pense que cela pointe beaucoup plus vers le manque de transparence en ce qui a trait aux données financières. Nous ne savons pas vraiment d'où vient tout l'argent qui arrive.

Mme Marilyn Gladu: Eh bien, je connais la réponse, et c'est 2,3 millions de dollars.

Des voix: Oh, oh!

Mme Marilyn Gladu: Voici ce qui me tracasse. Nous avons un premier ministre féministe. Nous avons un gouvernement qui a mis en place l'équité salariale. J'ai siégé au comité sur l'équité salariale et j'ai été présidente du comité de la condition féminine pendant des années. Nous nous sommes battues pour l'égalité des femmes. Nous disposons d'une grille d'analyse appelée « Analyse comparative entre les sexes plus » qui est censée être appliquée à chaque texte de loi et à tous les financements qui sont accordés.

Ma question est la suivante: qu'a fait la ministre des Sports pour s'assurer que le principe d'équité entre les sexes soit appliqué au financement qui sera éventuellement accordé à Canada Soccer?

Mme Christine Sinclair: Pour l'instant, rien.

Mme Marilyn Gladu: Rien. C'est ce à quoi je m'attendais, malheureusement.

Permettez-moi de vous poser une question sur ce que le gouvernement devrait faire pour obtenir l'équité, et pas seulement l'équité salariale. Vous avez parlé des conditions de jeu et du traitement. Que faut-il faire pour que les règles du jeu soient les mêmes pour tous, sans mauvais jeu de mots?

Mme Janine Beckie: Il s'agit d'obliger les instances dirigeantes à fournir des rapports plus détaillés sur l'affectation de leurs fonds. Si vous disposez d'une certaine somme d'argent pour que les hommes puissent fonctionner au niveau qui est le leur, vous devriez utiliser autant d'argent que possible pour créer la même situation pour l'équipe féminine.

Vous avez dit que les hommes avaient un calendrier différent du nôtre. Cela nous ramène à ce que j'ai dit à propos de la FIFA, qui est différente. Il existe une Ligue des Nations de la Concacaf. Notre fédération y a fait référence. Leurs matches sont obligatoires, ce qui signifie qu'ils considèrent les nôtres comme des matches amicaux et facultatifs. Nous craignons que si nous n'inscrivons pas dans nos contrats que nous devons utiliser toutes les plages horaires de l'année, nous allons en perdre certaines puisque les matches des hommes sont obligatoires et pas les nôtres.

Pour répondre à votre question, il faut qu'il y ait une sorte d'obligation pour forcer les fédérations à faire preuve de transparence, de clarté et d'honnêteté quant à l'utilisation de leurs fonds. Si, au cours d'une année, les hommes doivent utiliser plus de plages horaires, l'équipe féminine devrait être absolument obligée d'utiliser toutes les plages horaires de la FIFA au cours de son année. Naturellement, cela peut se traduire par plus ou moins de matches joués, ce que nous ne pouvons pas contrôler. Nous ne pouvons pas contrôler cela. Nous ne contrôlons pas cela ni en tant que joueuses ni en tant que fédération. Il devrait y avoir un mécanisme en place pour compenser cela.

Mme Marilyn Gladu: Je pense que l'équipe féminine a beaucoup plus de succès que l'équipe masculine. C'est un principe qui s'applique aussi dans d'autres sports: lorsque le sport et les joueurs ont beaucoup de succès, les joueurs reçoivent des salaires de plusieurs millions de dollars.

Si cela ne se produit pas dans le soccer, n'est-ce pas à cause de la discrimination?

Mme Christine Sinclair: C'est une tout autre histoire dont nous pourrions parler pendant des jours.

Oui, je suppose que si nous jouions pour le Paris Saint-Germain ou un autre club de la sorte, nous gagnerions des millions de dollars, ce qui n'est pas le cas.

Mme Marilyn Gladu: Je vous remercie.

La présidente: Merci beaucoup, madame Gladu.

Je donne maintenant la parole au deuxième intervenant du Parti libéral, M. Housefather.

Monsieur Housefather, vous avez cinq minutes.

M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Merci, madame la présidente.

Tout d'abord, je vous remercie tous les quatre d'être ici aujourd'hui. C'est très apprécié. Vous avez fait honneur au Canada sur le terrain: le bronze en 2012 et 2016, l'or en 2021 et toutes les autres victoires. Je vous remercie.

En étant ici aujourd'hui, comme l'a mentionné Mme Gladu, nous faisons la lumière sur certaines choses, certes, mais nous pouvons aussi aborder les questions de transparence et de gouvernance. Nous sommes mandatés pour examiner toutes les fédérations et voir comment elles peuvent améliorer leur transparence et leur gouvernance. Une chose que nous pouvons faire, et que nous avons faite, c'est de demander qu'on nous montre le contrat, dans la mesure où nous voulons que ces dispositions soient rendues publiques... Nous n'allons pas nous contenter de lire dans le *Globe and Mail* ce que dit ce contrat et ce qu'il ne dit pas.

Permettez-moi de vous poser quelques questions.

Premièrement, quelqu'un a-t-il essayé de vous décourager de venir témoigner devant le Comité aujourd'hui, que ce soit Canada Soccer, la Concacaf ou la FIFA?

• (1620)

Quinn: Canada Soccer s'est inquiété du fait que cela pourrait entrer en conflit avec l'interaction entre la FIFA et la politique gouvernementale. Je ne dirais pas qu'il s'agissait d'une menace. Canada Soccer s'est inquiété du fait que cela pourrait entrer en conflit avec sa politique.

M. Anthony Housefather: Je pense que c'est une question que nous aimerions tous examiner avec Canada Soccer. Essayer d'empêcher des gens de se présenter devant un comité parlementaire est une affaire très sérieuse. Je vous remercie de nous en avoir fait part.

Je voudrais également poser une question sur Nick Bontis, qui a récemment quitté son poste de président de Canada Soccer. M. Bontis aurait touché 125 000 dollars pour siéger au conseil d'administration de la Concacaf, dont Victor Montagliani est le président.

Si l'on exclut ce qu'elles reçoivent de la ligue de soccer féminin aux États-Unis, les joueuses de l'équipe nationale canadienne de soccer reçoivent-elles 125 000 dollars par an de l'équipe nationale?

Mme Janine Beckie: Non, elles ne reçoivent pas cela.

M. Anthony Housefather: Le simple fait de siéger à un conseil qui se réunit quelques fois par an... Je pense que cela jette beaucoup de lumière sur la façon dont Canada Soccer est géré.

Sa démission est arrivée à un drôle de moment. C'était à peu près au moment où il y avait des appels de candidatures pour le conseil d'administration de Canada Soccer. D'après ce que j'ai compris, son départ a permis à Mme Crooks de devenir présidente de Canada Soccer presque sans opposition.

Pensez-vous qu'il faudrait revenir à l'appel de candidatures afin d'assurer la tenue d'un processus concurrentiel et d'ainsi permettre à tous ceux qui le souhaitent de proposer leur candidature pour obtenir une place au sein du conseil d'administration de Canada Soccer?

Mme Christine Sinclair: La réponse courte est oui. Bien entendu, comme nous sommes des femmes, nous sommes heureuses de voir Mme Crooks à ce poste. Toutefois, elle fait partie des têtes dirigeantes de Canada Soccer depuis longtemps. Pendant son mandat, elle n'a rien fait pour prouver à l'équipe nationale féminine qu'elle se bat pour nous. Depuis qu'elle a été élue présidente, elle n'a pas communiqué avec nous. En fait, le premier geste qu'elle a posé à l'égard de l'équipe nationale féminine a été de publier ce communiqué plus tôt aujourd'hui.

M. Anthony Housefather: Oui, et j'ai trouvé que le moment choisi et la façon de le faire étaient très inappropriés. Je comprends cela.

J'ai une question, et encore une fois, vous pouvez très bien répondre simplement par oui ou non. Croyez-vous que l'équipe féminine et l'équipe masculine devraient avoir des représentants, qui jouent actuellement ou qui ont déjà joué dans l'équipe, au conseil d'administration de Canada Soccer?

Mme Janine Beckie: Oui.

M. Anthony Housefather: Je demanderais donc à Canada Soccer de rouvrir l'appel de candidatures afin de permettre la mise en place d'un processus équitable, la modification des règles et la présence de représentants de l'équipe masculine et de l'équipe féminine au conseil d'administration, afin que vous n'ayez pas à vous inquiéter de ce qui se passe du côté des finances et de la transparence.

Vous avez mentionné à ma collègue Bonita Zarrillo que vous n'aviez même pas vu l'accord avec CSB. Personne ne vous l'a montré. Avez-vous été consultées en 2017 et 2018, pendant les négociations, pour savoir si c'était une bonne idée de négocier un accord avec une tierce partie et de lui laisser prendre en charge les droits de commandites et de télévision?

Mme Janine Beckie: Non, nous n'avons pas été consultées.

M. Anthony Housefather: Est-ce que le conseil est venu vous voir à un moment donné pour demander à l'équipe féminine si c'était une bonne idée?

Mme Christine Sinclair: Non.

M. Anthony Housefather: D'accord. C'est assurément problématique.

Je vais m'arrêter ici. Mon tour va revenir. Je trouve cela bizarre. Une garantie veut dire normalement qu'on vous garantit un montant minimal, et que tout le reste est en sus, comme se rendre aux Olympiques, gagner les Olympiques et remporter la Coupe du monde. Je trouve bizarre que quelqu'un puisse accepter un accord sur la base de ce qu'on a vu. J'ai hâte de lire l'accord.

Je vous remercie, madame la présidente.

La présidente: Je vous remercie, monsieur Housefather.

Nous passons au Bloc québécois pendant deux minutes et demie. Monsieur Lemire, allez-y.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci, madame la présidente.

J'ai une question en complément de celles de mon collègue M. Housefather.

Quel est votre niveau de confiance vis-à-vis de la nouvelle direction de Canada Soccer?

• (1625)

[Traduction]

Quinn: Comme Mme Sinclair l'a mentionné plus tôt, je ne crois pas que nous ayons confiance en la nouvelle direction de Canada Soccer. Je ne veux pas insister indûment sur son point, mais Mme Crooks siège au conseil d'administration depuis 2013, et pendant tout ce temps, encore une fois, elle n'a pas témoigné son appui au programme féminin, comme le montrent tous les problèmes que nous avons aujourd'hui. Je pense qu'elle fait partie de la vieille garde à Canada Soccer, des membres du conseil qui sont là depuis longtemps et qui sont toujours en place.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Mme Crooks a été nommée présidente par intérim. Quelles sont vos attentes quant au renouvellement de ce poste ou quant à un mandat officiel de présidence qu'il pourrait y avoir à Canada Soccer?

[Traduction]

Mme Janine Beckie: Pouvez-vous simplement reformuler votre question?

[Français]

M. Sébastien Lemire: Comme Mme Crooks a été nommée présidente par intérim, il devrait y avoir un processus officiel de nomination pour élire une nouvelle présidence à Canada Soccer. Quelles sont vos attentes envers ce processus, sur le plan de la transparence, de l'ouverture, de la démarche et des qualités recherchées pour la présidence à Canada Soccer?

[Traduction]

Mme Janine Beckie: Il faut que les exigences pour ce poste soient claires. Je crois comprendre qu'elles sont mentionnées dans les règlements de Canada Soccer. On a aussi appris que Canada Soccer tente potentiellement de changer les règlements afin que les membres qui n'ont pas siégé au conseil puissent être élus à la présidence. C'est une belle occasion pour les personnes qui pensaient avant ne pas pouvoir se présenter. Je pense toutefois qu'il est risqué de nommer à ce poste une personne qui n'a pas fait partie de Canada Soccer.

Je vais simplement insister sur ce que mes collègues ont dit, à savoir que la nouvelle équipe n'est pas nouvelle. Ce sont encore les mêmes personnes qui étaient là auparavant. Je pense que nous sommes ici et nous nous attendons à des changements durables et souhaitons la venue d'une personne qui a à cœur les intérêts de toutes les équipes, les équipes nationales masculine et féminine, les équipes de jeunes, l'équipe paralympique et l'équipe de soccer de plage, afin que le Canada, qui est devenu le pays du soccer, puisse poursuivre sur sa lancée. Nous nous attendons à ce que le processus soit très complexe et très long, afin de pouvoir trouver la bonne personne pour diriger la fédération.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente: Je vous remercie.

C'est maintenant au tour de Mme Zarrillo pendant deux minutes et demie. Allez-y, s'il vous plaît.

Mme Bonita Zarrillo: Je vous remercie beaucoup, madame la présidente.

Je veux simplement mentionner à nouveau que votre venue ici aujourd'hui est une source d'inspiration. Comme beaucoup de gens nous regarderont, cela va changer les choses non seulement pour la génération actuelle, mais pour les générations futures. Je tiens à vous dire à quel point c'est marquant.

Je pense à une discussion. La ministre des Sports a participé à une réunion du comité sur l'équité entre les sexes dernièrement. Nous discutons du mot « excellence ». On veut de l'excellence dans le sport, et je lui ai demandé quelle était sa définition de l'excellence.

Les femmes ont été exclues de toute cette discussion sur l'excellence dans le sport. On le voit dans l'accord. Ils pensent aux hommes et à ce qu'ils peuvent faire pour leur avancement.

Je vous lève mon chapeau à vous qui menez le bon combat pour l'équité, car la pression et tous les obstacles que vous devez surmonter au quotidien, tout cela est ridicule.

Je vais vous poser simplement une question, car nous savons que les attitudes vont changer. Ce que nous avons appris en février quand tous les médias parlaient de ce qui se passait, tout cela a ouvert les yeux des Canadiens.

Je me demandais si vous avez remarqué des changements, des changements d'attitude, positifs ou négatifs, à Canada Soccer dans la façon de traiter votre équipe, ou ses membres individuellement. Comme nous voulons vous protéger, j'aimerais savoir si les révélations ont eu des effets.

Mme Christine Sinclair: Il n'y a pas eu d'effet. Malheureusement, rien n'a vraiment changé depuis le début de l'année, ce qui est surprenant, car nous avons soumis une liste de demandes à l'Association canadienne de soccer. Comme Mme Beckie l'a mentionné, certains éléments cités dans leur communiqué ne nous ont même pas été présentés avant, et ils les rendent publics.

Non, personne n'a communiqué avec nous. De toute évidence, ils ont été en contact avec nos avocats, mais comme je l'ai mentionné, personne n'a communiqué avec nous individuellement.

• (1630)

Mme Janine Beckie: Puis-je ajouter quelque chose à ce qui vient d'être dit?

La présidente: Oui, vous avez 10 secondes.

Mme Janine Beckie: Ce qui est clair pour nous, c'est que Canada Soccer agit quand nous rendons des faits publics, et qu'il faut que nous agissions pour qu'ils agissent. On peut dire à cet égard qu'ils ont agi beaucoup plus vite au sujet de certaines discussions qu'au cours des 6 à 12 derniers mois.

Mme Bonita Zarrillo: Les Canadiens vous soutiennent.

La présidente: Je vous remercie.

Nous passons à Martin Shields du Parti conservateur pendant cinq minutes.

Monsieur Shields, allez-y.

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Je vous remercie, madame la présidente.

Merci d'être avec nous aujourd'hui.

Madame Sinclair, je vous connais de nom. Je ne sais rien du soccer masculin, mais je connais votre nom, car vous avez représenté notre pays, et je suis le monde du sport international et ce que vous faites, alors je vous remercie.

Je vous félicite d'être là et d'avoir partagé votre exposé. Cela témoigne d'un vrai travail d'équipe. Vous représentez une foule d'autres gens, mais vous témoignez ici en tant que groupe et vous vous adressez à nous en tant que groupe. C'est la preuve d'un solide esprit d'équipe. C'est bien. J'en suis très heureux.

Lorsqu'on parle de gens, de ce qu'on peut faire et ne pas faire, ce que nous faisons aujourd'hui, c'est faire la lumière sur votre situation, et vous bénéficiez d'une couverture médiatique.

Nous avons le pouvoir de convoquer d'autres personnes ici au Canada. Pour ce qui est des États-Unis, c'est un peu plus compliqué, mais voici ma question. Qui aimeriez-vous que nous convoquions pour leur poser des questions à ce sujet? Qui voudriez-vous...? Les noms ne vous viennent peut-être pas à l'esprit tout de suite, mais vous pouvez toujours nous les faire parvenir plus tard. Si vous souhaitiez que nous convoquions des personnes ou des or-

ganismes pour leur demander des comptes au sujet de la situation, nous serions heureux de les convoquer, car nous avons de solides pouvoirs pour le faire.

Mme Christine Sinclair: Personnellement, j'aimerais voir convoquer quelqu'un qui a pris part à l'accord avec CSB et qui faisait partie de Canada Soccer au moment de sa signature, de même que des gens de CSB. Ce sont les principaux, à mon point de vue. Des gens qui siégeaient au conseil et qui ont accepté... Y a-t-il quelqu'un d'autre? Je pense que ce sont les principaux.

M. Martin Shields: Parfait.

Si vous pensez à d'autres personnes, n'hésitez pas à nous faire parvenir leur nom, car nous allons faire du suivi.

Une voix: Nous allons vous faire parvenir une liste.

M. Martin Shields: L'autre sujet auquel j'aimerais revenir, c'est comprendre le développement des jeunes dans le sport. J'ai entraîné des équipes dans différents sports tout au long de ma vie, et je sais à quel point le développement des jeunes est important quand je regarde mon fils de 12 ans jouer au soccer pour la première fois.

J'ai entraîné beaucoup d'équipes d'écoles secondaires et de sports communautaires. L'endroit où ils s'intéressent aux sports et où on leur donne leur base est important. Quand vous parlez de « changements durables », pouvez-vous nous donner un exemple des changements durables qui doivent vraiment être apportés?

Mme Janine Beckie: Ce qui me vient à l'esprit au sujet des changements durables, ce sont les cotisations des joueurs au Canada, qui sont l'une des sources de revenus pour l'Association canadienne du soccer. Ces cotisations ne doivent absolument pas être augmentées pour que Canada Soccer fasse des profits. Il faut que la pratique de ce sport soit abordable et que les enfants puissent participer. C'est mon premier point.

Deuxièmement, il faut prendre soin de nos équipes de jeunes, ce qui veut dire leur donner la chance de participer à des camps pour que les entraîneurs des équipes nationales les voient, pour qu'ils aient les mêmes possibilités que nous avons eues. Je joue avec Quinn depuis l'âge de 18 ans, et c'est grâce au programme jeunesse. Nous n'aurions pas joué ensemble sans cela. Nous nous faisons des camarades et développons des amitiés qui vont durer toute la vie au sein des équipes de jeunes.

Quand on regarde les autres équipes féminines, en Angleterre et en France par exemple, elles ont des programmes et des écoles de soccer pour les jeunes qui sont mis sur pied dans le cadre des ligues domestiques. Les filles jouent dans des environnements professionnels à l'âge de 14 ou 15 ans, et même plus jeunes dans certains cas. Certaines joueuses entrent dans le système et forment l'équipe nationale à 17 ou 18 ans. Elles poussent les joueuses plus âgées vers la retraite, car c'est ainsi que c'est censé fonctionner.

Je ne parle pas de vous, Mme Sinclair.

Des voix: Oh, oh!

Mme Janine Beckie: Quand Mme Schmidt dit croire que nous allons voir les effets de cela très bientôt, je suis tout à fait d'accord avec elle. On ne s'occupe pas de nos jeunes. Cela ne concerne pas seulement le programme de l'équipe nationale, mais cela commence avec l'équipe nationale, parce que notre fédération, en tant que fédération pancanadienne, a le pouvoir de mettre en place un meilleur réseau d'écoles de soccer dans tout le pays.

Nous avons hâte que le Projet 8 soit mis en place partout au Canada afin de créer une ligue féminine professionnelle. Nous espérons que cela permettra de créer des écoles de soccer pour que les jeunes filles très talentueuses puissent jouer dans des environnements professionnels dès l'âge de 14 ans.

● (1635)

M. Martin Shields: En terminant, quand nous parlons de ce qui va arriver dans un ou deux ans, sachez que notre comité existera encore à ce moment. Nous ne vous laisserons pas tomber. Les membres vont changer, mais le Comité continuera d'exister. Nous vous donnerons l'occasion de revenir.

Si vous sentez le besoin de revenir, pour nous dire que la situation a changé, pour nous donner de bonnes nouvelles, ou nous faire un rapport, peu importe, n'hésitez pas à contacter le Comité. Il sera toujours là. Nous devons savoir si des changements se sont produits, que ce soit au gouvernement ou pour vous, d'une façon ou d'une autre. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour revenir.

Mme Christine Sinclair: C'est très aimable. Je vous remercie beaucoup.

M. Martin Shields: Je vous remercie, madame la présidente.

La présidente: Je vous remercie beaucoup, monsieur Shields.

Je cède maintenant la parole aux libéraux et à Chris Bittle.

Monsieur Bittle, vous avez cinq minutes.

M. Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Je vous remercie sincèrement, madame la présidente.

Pour faire écho à mes collègues, merci d'être avec nous et de nous parler de ce qui s'est passé. Je sais que ce n'est pas facile.

J'espérais que vous puissiez me rappeler le rang de votre équipe dans la FIFA. À quel rang vous situez-vous?

Mme Christine Sinclair: Quel est notre rang actuellement? Je pense que nous sommes en huitième, ou peut-être en sixième place...

M. Chris Bittle: Savez-vous de mémoire quel est le rang qu'occupe l'équipe masculine?

Mme Christine Sinclair: Est-elle dans les 40^e places, ou...?

Des voix: Oh, oh!

M. Chris Bittle: C'est une excellente question, et je pense que cela en dit long. C'est très bien.

On a parlé un peu de la nouvelle présidente par intérim. Je sais qu'il y a des négociations en ligne. Est-ce que la présidente par intérim a communiqué avec vous depuis sa nomination? Non. N'y a-t-il eu aucune consultation sur les améliorations à apporter aux programmes ou pour tenter de remédier aux torts qui ont été causés?

Mme Christine Sinclair: Non.

Mme Janine Beckie: Non.

M. Chris Bittle: Y a-t-il des pays dont nous pourrions nous inspirer? Vous venez de parler de l'Angleterre et de la France et des améliorations qu'on peut apporter concrètement. Vous avez des amis et vous voyez d'autres athlètes qui font face aux mêmes problèmes, alors je me demande si vous avez regardé ce qui se fait dans d'autres pays et vous dites, wow, ils font un excellent travail pour améliorer la gouvernance, accroître la participation des femmes et améliorer le sport dans son ensemble.

Y a-t-il des pays que vous pourriez nous citer en exemple, ou est-ce que la situation est pitoyable partout?

Quinn: Oui, je pense qu'on peut s'inspirer de nombreux pays. Je ne dirais pas que l'un d'eux fait tout bien, car ils ont tous sûrement leurs difficultés, mais je pense que beaucoup de pays ont conclu des conventions collectives incroyables au cours des cinq dernières années, tant du côté de l'équité que des normes.

Du côté du développement, nous voyons des pays qui investissent beaucoup de ressources dans le développement du soccer chez eux, et on a vu les résultats dans les performances de leurs équipes seniors. Je pense qu'on le voit partout dans le monde, en Australie et en Nouvelle-Zélande, dans beaucoup de pays européens, et même dans des pays comme le Mexique. On voit qu'ils misent énormément sur le cheminement des jeunes dans leurs programmes professionnels, et sur le traitement équitable dans les programmes seniors.

Mme Janine Beckie: Il y a quelques jours, l'Angleterre a mis en œuvre une stratégie pour rendre le soccer accessible aux jeunes filles partout au pays, simplement parce que l'équipe nationale féminine senior, après avoir remporté l'Euro 2022, a envoyé une lettre au gouvernement pour demander un traitement équitable pour les jeunes filles afin qu'elles puissent jouer au soccer. Le gouvernement leur a accordé cela presque immédiatement, et c'était un changement très important pour cette équipe. Nous voulons faire de même pour nos jeunes et nous espérons pouvoir continuer à hausser la norme de ce sport dans notre pays.

M. Chris Bittle: Au sujet du travail du Comité, je sais qu'on a mentionné que nous pouvons attirer l'attention sur certaines situations, convoquer des témoins et réclamer certains documents, que nous sommes en train d'examiner. J'aimerais voir, moi aussi, cet accord, et je suis certain qu'il en va de même pour vous. Canada Soccer est un organisme indépendant. Ce n'est pas un organisme du gouvernement du Canada, mais auriez-vous des conseils à nous donner? Nous allons devoir produire un rapport et présenter des recommandations. Quelles mesures souhaiteriez-vous voir le gouvernement du Canada prendre pour aider le soccer? Auriez-vous des recommandations qui vont même plus loin?

Mme Sophie Schmidt: Je répondrai à cette question en premier. Canada Soccer est une association caritative de sport amateur. Du point de vue des joueuses donc, nous ne devrions pas la supplier de nous accorder du financement ou même pour des miettes. Elle devrait non seulement nous fournir du financement, mais elle devrait le faire publiquement, à la vue de tous. Je pense que nous vous encouragerions à recommander de commencer par ce strict minimum.

● (1640)

M. Chris Bittle: Je ne veux pas trop insister, mais y a-t-il autre chose que la transparence...? Je pense que tous les membres du Comité sont déterminés à vous aider à atteindre cet objectif, mais sur le plan de la relation entre Sport Canada — qui relève du gouvernement fédéral — et vous, les athlètes, que peut faire le gouvernement pour mieux améliorer les choses en dehors de la transparence?

Vous pouvez toujours nous répondre plus tard, comme Mme Shields l'a indiqué.

Quinn: Je sais que c'est une question de transparence, mais l'équité salariale compte également. La transparence va au-delà de l'équité salariale, non seulement pour nous, mais pour notre personnel et nos entraîneuses. Je ne sais pas ce qu'il faudrait faire à cet égard, mais il y a un autre point à régler. Je pense que les employés des organismes du secteur public et du secteur privé sous réglementation fédérale sont assujettis à la Loi sur l'équité en matière d'emploi. J'aimerais qu'il existe quelque chose d'équivalent pour nos organisations sportives.

M. Chris Bittle: Je vous remercie beaucoup.

La présidente: Je vous remercie. C'est ici que se conclut ce tour de questions. Je pense que nous avons le temps d'effectuer un troisième tour. C'est bien. Il nous reste quelques minutes, mais je veux que tout le monde tente d'être aussi concis que possible. Nous commencerons le troisième tour en accordant la parole à Rachael Thomas, du Parti conservateur, pour cinq minutes.

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): D'accord. Je vous remercie.

Je suis curieuse. Une témoin a dit que vous adhérez à une devise voulant que vous quittiez le sport meilleures que quand vous avez commencé à le pratiquer. Si vous pouviez illustrer ce que vous entendez par là... Madame Schmidt, je crois comprendre que vous comptez prendre votre retraite. Que faites-vous? Comment êtes-vous meilleure que quand vous avez commencé?

Mme Sophie Schmidt: Je mets beaucoup d'accent sur les jeunes et les occasions qui s'offrent à eux et à elles. Pour être honnête, je pense que la situation a empiré pour les jeunes. Il n'existe pas autant de programmes. Je suis passée par tous les âges. Il n'y a pas d'occasions et les camps sont limités. Les jeunes n'ont toujours pas l'occasion de jouer dans un environnement professionnel dans leur pays. Nick Bontis lui-même a indiqué qu'il voulait que cela se fasse quand il est devenu président, mais aucun progrès n'a été accompli en ce sens.

Oui, je suis découragée que nous n'en soyons pas là, mais je pense que le combat que nous menons est important pour faire progresser les choses, et pas seulement cette année ou l'année dernière. Nous voulons nous assurer de mettre les choses en place pour que la situation soit stable dans 10 ans. Je pense que c'est la raison pour laquelle nous ne luttons pas pour demain ou pour la Coupe du monde. Oui, c'est imminent, mais c'est une lutte de longue haleine, et je pense que nous devons garder à l'esprit que nous avons encore un long chemin à parcourir. Je suis déçue que la situation ne soit pas meilleure actuellement, mais nous nous battons avec vigueur. Je sais que la population et le pays sont derrière nous.

Mme Rachael Thomas: Je vous remercie.

Quinn, je pense que c'est vous qui avez indiqué que le ministre vous a consultées et vous a demandé ce qu'il serait utile de faire dans la situation présente afin de savoir quoi faire dans l'avenir.

Vous a-t-on proposé de l'aide une fois cette réponse formulée?

Quinn: Je pense qu'on fera potentiellement le suivi en effectuant un audit financier et, peut-être, en s'intéressant au code de gouvernance.

Mme Rachael Thomas: En quoi cela consistera-t-il?

Quinn: Vous voulez savoir en quoi consistera l'audit financier?

Mme Rachael Thomas: Oui. En quoi consistera-t-il? En quoi vous aidera-t-il?

Quinn: Cela va de pair avec la transparence de nos finances dont nous avons parlé aujourd'hui. Avec le code de gouvernance, il faut que notre association rende des comptes en matière de gouvernance à Sport Canada. C'est extrêmement important pour la transparence de nos finances, comme nous l'avons souligné aujourd'hui.

Mme Rachael Thomas: Sport Canada s'est-il engagé à examiner la question et à insister sur l'audit?

Quinn: Non. Je pense que la réflexion et la conversation sont en cours.

Mme Rachael Thomas: Puis-je vous demander ce qui vous laisse penser que les choses avancent?

• (1645)

Quinn: Je crois comprendre que l'organisation souhaite intervenir à cet égard.

Comme nous l'avons indiqué plus tôt, je pense que c'est la possibilité que la FIFA juge que le gouvernement se mêle de cette affaire qui a refroidi les ardeurs. Il fallait que nous sachions que nous ne mettions pas en péril notre préparation et notre participation à la Coupe du monde.

Mme Rachael Thomas: Je suis intriguée, cependant. Y a-t-il eu des échanges, une lettre ou un appel téléphonique?

Qu'est-ce qui vous fait penser ou vous donne l'impression qu'un audit sera réalisé ou que l'organisation rendra des comptes?

Quinn: Nous avons reçu les coordonnées du cabinet du ministre afin de discuter, mais nous avons hésité, car comme je l'ai indiqué précédemment, nous n'étions pas certaines si cette intervention mettrait notre participation à la Coupe du monde en péril en raison de la politique en matière d'ingérence gouvernementale de la FIFA.

Mme Rachael Thomas: Dites-m'en plus à ce sujet. Pourquoi cela mettrait-il votre participation en péril?

Mme Janine Beckie: La FIFA a adopté une politique qui vise essentiellement à éviter que des joueurs ou des joueuses fassent intervenir le gouvernement afin de prendre le contrôle de leurs associations. Cette politique concerne normalement les petites associations. On a fait valoir que des joueuses demandaient directement au gouvernement d'intervenir pour les aider dans la présente situation, alors que ce n'était pas le cas. Nous n'avons pas, à titre de joueuses, demandé au gouvernement d'intervenir.

Nous avons attendu de répondre à l'offre de Sport Canada de tenir un audit financier, car Canada Soccer a fait savoir que si cet audit ou une mesure semblable avait lieu, nous risquions d'être bannies de la Coupe du monde.

Mme Rachael Thomas: Mais...

La présidente: Je suis désolée, madame Thomas, mais votre temps est écoulé.

Nous accordons maintenant la parole à Tim Louis, du Parti libéral, pour cinq minutes.

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Je vous remercie, madame la présidente, de me donner la parole.

Je remercie toutes les témoins de comparaître, d'autant plus que vous représentez une équipe et que vous témoignez ensemble. C'est réellement inspirant. Je pense que vous devriez entendre le mot que nous chuchotons entre nous: c'est « incroyable ». C'est ce que nous disons. Vous êtes ici pour faire savoir au pays entier ce qu'il se passe ici.

Je voudrais que vous quittiez la séance d'aujourd'hui avec la certitude que le courage dont vous avez fait preuve pour comparaître devant le Comité et prendre la parole publiquement... C'est peut-être la fin de votre témoignage, mais je pense que vous pouvez voir nettement que ce n'est que le début d'une entreprise de plus grande envergure. C'est quelque chose dont vous devriez déjà être fières alors que nous nous engageons vers l'avenir.

Je vais voir si je peux poser une question à chacune d'entre vous. Je commencerai par Quinn.

Dans votre allocution d'ouverture, vous avez indiqué que vous ne disposez pas d'assez de ressources pour accueillir 20 joueuses au camp et faire des exercices 11 contre 11. Quels genres de limites... Comment vous sentez-vous dans cette situation? Comment pouvez-vous composer avec des problèmes auxquels vous ne devriez pas être confrontée?

Quinn: La situation a d'importantes répercussions sur notre préparation aux grands tournois et sur la qualité de notre entraînement.

Je voudrais féliciter les membres de notre équipe pour le talent avec lequel elles jouent au soccer, mais je ne pense pas que ce soit au calibre de notre équipe nationale. Je pense que la situation a des répercussions non seulement parce que cela nuit au rôle actif des membres de l'équipe, puisqu'elles ne sont pas capables d'accomplir les tâches qui leur incombent, mais aussi parce que lorsqu'elles sautent sur le terrain, la qualité n'est pas celle espérée pour la compétition. Ce n'est qu'un exemple de répercussion que nous subissons.

M. Tim Louis: Je poserai peut-être la question suivante à Sophie Schmidt. Vous avez indiqué que vous recevez du financement du programme À nous le podium! Ce financement est réservé à l'équipe féminine, car elle a le potentiel de monter sur le podium. L'équipe féminine bénéficie de ce financement.

Dans votre allocution d'ouverture, vous avez indiqué que vous vous sentiez sous pression et qu'on vous a dit que si vous ne vous classez pas parmi les trois meilleures équipes, ce financement serait éliminé ou réduit.

Compte tenu de ce que Quinn vient de dire, comment composez-vous avec la situation, alors qu'on réduit votre financement tout en vous demandant de bien performer, voire mieux? Comment vous sentez-vous dans cette situation?

Mme Sophie Schmidt: Même si on ne tient pas compte du financement et de la pression qui s'exerce à cet égard, nous avons toujours la pression de réussir. Cela fait partie de notre travail de performer sous pression.

Cela ne nous aide pas, car l'Association canadienne de soccer accorde un budget aux hommes et un autre pour nous, ce à quoi s'ajoute le financement du Comité olympique canadien. Je n'entraînerai pas dans les chiffres. Le fait est que si nous n'avions pas réussi, si nous n'avons pas brillé aux Jeux olympiques, je ne peux même pas imaginer ce qu'il adviendrait de notre programme ou de nos ressources. J'ignore comment nous fonctionnerions d'une année à l'autre, car ces organisations nous fournissent un financement substantiel et jouent un rôle clé dans notre réussite.

Nous subissons une intense pression, et je pense qu'elle nous pousse à donner notre meilleur, mais nous ne devrions pas être dans cette situation.

• (1650)

M. Tim Louis: Comme vous l'avez souligné, c'est votre travail, et nous l'apprécions à sa juste valeur, mais vous devriez disposer de ressources équitables pour le faire.

Je m'adresserai peut-être à Janine Beckie. Vous avez dit que l'entente avec Canadian Soccer Business prévoyait un montant fixe et pourrait durer jusqu'en 2037. Ici encore, si les équipes vont en éliminatoires à mesure qu'elles progressent, elles sont payées davantage. C'est une possibilité. Cela ne s'est pas encore vu, mais c'est quelque chose que vous avez contribué à ébruiter. Nous surveillerons la question.

Est-ce exact? L'entente pourrait durer jusqu'en 2037 si rien ne change?

Mme Janine Beckie: C'est exact. Si elle est renouvelée avec une option jusqu'en 2037, est oui.

M. Tim Louis: D'accord. C'est bref comme réponse. Espérons que nous en saurons plus.

Dans ma dernière minute, j'interrogerai Christine Sinclair. Avec toutes les personnes et les jeunes qui nous regardent, vous avez ici une occasion de peut-être envoyer deux messages aux jeunes. L'un concerne l'iniquité à grande échelle, et l'autre, la manière dont vous gérez une équipe, un groupe, en vous investissant corps et âme. Ce sont là deux leçons qui, je l'espère, peuvent inspirer la prochaine génération.

Nous avons entendu dire qu'il n'existait pas de chemin pour vous et que vous avez dû le tracer. Votre performance au sein de l'équipe est évidemment inspirante, mais le chemin que vous laissez en héritage est tout aussi important, à mon sens.

Dans la dernière minute, pouvez-vous transmettre des messages aux jeunes sur l'iniquité et sur le fait qu'il faut travailler ensemble pour l'éliminer?

Mme Christine Sinclair: Eh bien, je pense que les réponses aux questions sont liées. Mon appartenance à l'équipe féminine de soccer est l'honneur de ma vie. Je ne voudrais être dans aucun autre groupe pour lutter épaule contre épaule dans ce combat.

Je dirais aux jeunes qu'elles doivent continuer à s'entraîner et à croire en leurs rêves. Nous nous battons pour elles pour que lorsqu'elles auront 13, 14 ou 15 ans, ce sport soit meilleur et notre équipe nationale soit en meilleure posture. Elles se heurteront probablement à d'autres problèmes — c'est toujours le cas —, mais elles ne seront pas confrontées à celui-là.

M. Tim Louis: Je vous remercie de témoigner.

La présidente: Je vous remercie, monsieur Louis.

Nous accordons la parole à M. Lemire pour deux minutes et demie.

Vous avez la parole.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci, madame la présidente.

Vous savez, je viens d'une région qu'on qualifie d'éloignée. Bien que nous produisions à peu près 2 % du PIB, notre ville centre, Rouyn-Noranda, n'a pas de centre sportif comprenant un terrain de soccer couvert. Nos athlètes, particulièrement nos équipes féminines, réussissent très bien sur la scène provinciale, mais nos infrastructures sportives demeurent déficientes et il est impossible de jouer toute l'année sur un terrain.

À votre avis, devrait-on pouvoir investir davantage dans les centres d'entraînement et dans les infrastructures sportives? Est-ce que la création d'un centre national d'entraînement devrait même être une priorité? Devrait-on engager ce type de dépenses gouvernementales?

[Traduction]

La présidente: N'importe qui peut répondre à cette question.

Mme Janine Beckie: Certainement.

Je pense que la réponse ne fait aucun doute. Les membres de l'équipe nationale ne s'entraînent pas au Canada non plus et ne sont pas souvent au pays. J'ai dit que lorsque nous avons atterri à Ottawa ce matin, c'était la première fois que j'étais au pays depuis avril dernier. C'est une question de capacité, comme vous l'avez souligné. Le pays compte un, peut-être deux terrains gazonnés où nous pouvons jouer. On ne peut évidemment pas changer la température, mais on peut investir dans des terrains couverts. Cela devrait certainement être non négociable quand on en vient aux dépenses, car cela permet aux jeunes de s'entraîner et de jouer toute l'année. La situation n'est pas la même dans d'autres pays, car ils mettent des infrastructures, des fonds et des ressources à la disposition des jeunes.

Nous rêvons tous de disposer d'un centre d'entraînement national que les équipes nationales pourraient utiliser et où les jeunes pourraient participer à des tournois. Ce genre d'endroit offre une myriade d'occasions. Je pense que c'est absolument essentiel pour l'avenir de notre sport.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Je vous répondrais que la météo est de compétence fédérale, mais que nous avons peut-être davantage la capacité d'investir dans nos infrastructures.

Je vais prendre les secondes qu'il me reste pour vous souhaiter le meilleur des succès. Je pense que c'est un des moments politiques les plus forts que j'ai vécus depuis que je suis élu. Vous êtes un des plus beaux exemples de courage et de leadership qu'il m'a été donné de voir dans ma vie. Je vous remercie énormément. Je souhaite vous voir rapporter la coupe et la médaille d'or au Canada.

• (1655)

[Traduction]

La présidente: Je vous remercie beaucoup, monsieur Lemire. J'accorde de nouveau la parole à Bonita Zarrillo pour deux minutes et demie.

Mme Bonita Zarrillo: Je vous remercie beaucoup.

Les Canadiens veulent un changement de culture. Ils le souhaitent ardemment. Pour avoir parlé à un certain nombre de personnes qui se sont adressées à moi en sachant que je participais à la réunion d'aujourd'hui, je sais que les gens s'intéressent vivement à ce qui ressortira de notre étude pour le soccer féminin et les jeunes.

Je voulais revenir à l'attitude indifférente et désinvolte à laquelle vous avez fait face au chapitre de la transparence, mais aussi des réductions budgétaires. Nous savons que l'équipe féminine de soccer

se prépare à la Coupe du monde alors même que son programme national fait l'objet de réductions substantielles en 2023.

Je me demande si l'une d'entre vous pourrait m'indiquer comment vous avez eu vent des réductions imposées au programme national. Je sais que vous avez traité de la question, mais je voudrais vous entendre parler directement de ces réductions et des raisons qu'on vous a données pour les infliger.

Je voulais juste vous entendre à ce sujet.

Mme Janine Beckie: Nous avons été informées des réductions budgétaires à notre arrivée au camp de l'équipe nationale en Floride. Nous avons pu en observer les conséquences. Comme Quinn l'a indiqué, il y avait moins de joueuses et de personnel au camp, et ce dernier a duré moins longtemps que prévu initialement. Ce sont des choses que notre entraîneuse planifie très longtemps à l'avance, car elle doit présenter un budget très tôt. Quand nous sommes arrivées au camp, elle a pu nous annoncer ce qu'il s'était passé, ajoutant que c'était prévisible et que nous pouvions déjà observer certains effets des réductions. C'est à ce moment-là que nous avons appris la nouvelle et que toute cette affaire a réellement pris son envol.

Mme Bonita Zarrillo: Je voulais parler brièvement de la difficulté émotionnelle que vous avez éprouvée quand vous avez dû jouer — et sachez que vous n'êtes pas obligées de répondre. Plus tard, alors que vous discutiez et négociez, vous avez dû vous élaner sur le terrain pour jouer.

Pouvez-vous nous dire ce qu'il se passe dans l'esprit d'une personne?

Mme Christine Sinclair: Nous avons tous l'esprit de compétition. Nous avons toutes participé au tournoi avec le désir de jouer, mais je pense que c'est nous quatre ici qui avons effectué tous les appels téléphoniques et tenu des réunions, et cela a pesé lourd sur nos épaules. À un moment donné, j'ai demandé à notre entraîneuse en chef de me remplacer après une minute, juste pour marquer un point. Comme nous l'avons toutes souligné, nous jouions ces parties en pleine protestation.

Nous sautons sur le terrain en représentant le Canada. Nous sommes toutes extrêmement fières d'être Canadiennes et d'arborer la feuille d'érable, mais ces parties et ce camp ont été difficiles.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Gladu pour une période de cinq minutes.

À vous la parole.

Mme Marilyn Gladu: Merci, madame la présidente.

Je pense que nous avons entendu aujourd'hui bien des choses qui sont plutôt troublantes. Je trouve particulièrement choquant que des fonds fédéraux soient versés à une organisation qui n'assure pas l'équité salariale ou qui n'agit pas en faveur de l'équité. J'inviterais la ministre des Sports à mettre à profit sa position pour rectifier le tir à cet égard. J'estime toutefois que d'autres possibilités s'offrent à nous par ailleurs. Le gouvernement fédéral devrait apporter une attention particulière aux arguments mis de l'avant aujourd'hui concernant la jeunesse et l'importance de veiller à ce que le Canada soit bien positionné pour l'avenir. Ce serait la deuxième chose.

D'autre part, nous entendons, dans le cadre de notre étude sur la pratique sécuritaire du sport, des témoignages sur la violence sexuelle, psychologique et verbale qui sévit dans différentes disciplines sportives. De tels comportements ne sont pas signalés dans tous les sports, mais j'aimerais que vous nous donniez une idée de la situation du soccer dans ce contexte. Êtes-vous témoins de problèmes semblables? Si ce n'est pas le cas, quels mécanismes ont été mis en place pour empêcher que cela se produise?

Mme Janine Beckie: Il va de soi que notre sport a aussi déjà connu ses moments difficiles à ce chapitre et que c'est une situation qui est traitée depuis trop longtemps de façon inadéquate.

Je crois pouvoir dire au nom de toutes mes coéquipières que l'équipe nationale féminine a toujours — tout au moins en tout cas depuis que j'en fais partie — pu compter sur un groupe formidable d'employés et de joueuses. On a toujours su créer un environnement où chaque joueuse peut se sentir en sécurité, et je peux vous assurer que c'est mon cas.

Nous adhérons toutes à un ensemble bien établi de règles morales et de valeurs qui ont un sens véritable pour nous. Je pense que toutes les joueuses qui m'accompagnent conviendront avec moi qu'il y a une énergie qui se dégage dès que l'on se retrouve au cœur de notre équipe. Il y règne une ambiance de positivisme et un esprit de famille en même temps qu'une détermination à faire le mieux possible au sein d'un environnement fortement axé sur la performance. Il a fallu beaucoup de temps pour en arriver à un résultat semblable. Je dirais que c'est le fruit de la contribution des êtres humains qui gravitent autour de nous, des efforts de sensibilisations qui ont été déployés et du fait que nous avons choisi de relever ces défis en notre qualité d'athlètes, de femmes et d'êtres humains.

Il y a une sensibilisation qui s'est faite à l'intérieur de l'équipe à l'égard de ces enjeux avec lesquels notre société doit composer. Pour toutes les équipes sportives au Canada, il faut absolument que l'on mette en place un programme obligatoire de formation sur différentes questions comme la maltraitance, l'égalité entre les sexes, l'ouverture et la discrimination. Notre équipe a toujours été un modèle très inspirant en la matière, mais il n'en demeure pas moins que ces choses-là ne se déroulent pas toujours comme on le souhaiterait, aussi bien sous l'égide de Soccer Canada qu'ailleurs au pays.

• (1700)

Mme Marilyn Gladu: Merci beaucoup. Je suis ravie d'apprendre que vous ne connaissez pas ces difficultés qui semblent être le lot de certains autres sports. Il ne fait aucun doute que vous formez un groupe très inspirant.

Je vous invite à profiter des quelques minutes encore à ma disposition pour nous faire part d'autres recommandations que vous voudriez adresser au gouvernement fédéral pour vous offrir un soutien plus senti.

Mme Christine Sinclair: Je pense que tout a été dit.

Mme Marilyn Gladu: Très bien, nous allons alors continuer de braquer les projecteurs sur ces enjeux. Comme nous avons pu le constater avec certaines autres organisations, les choses peuvent évoluer, et nous attendons impatiemment une révision des façons de faire de Soccer Canada, notamment dans le contexte de cette entente pouvant être valide jusqu'en 2037, de telle sorte que les joueuses aient droit à un traitement équitable.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci, madame Gladu.

Avant de céder la parole à M. Coteau pour une période de cinq minutes, je veux vous dire que nous avons la salle jusqu'à 17 h 30. Si vous le souhaitez, nous pourrions ainsi nous permettre un autre tour de questions. C'est ce que je vous propose, sans savoir toutefois si vous avez d'autres engagements après cette séance.

Des députés: D'accord.

La présidente: M. Coteau, vous avez cinq minutes.

M. Michael Coteau (Don Valley-Est, Lib.): Merci beaucoup, et un grand merci aux témoins qui sont avec nous aujourd'hui. C'est un véritable plaisir de vous accueillir pour cette discussion de plus éclairante.

Avant d'entrer en politique, j'œuvrais dans le secteur des organismes sans but lucratif. Des règles ont été mises en place pour assurer la pleine transparence de tous ces organismes en donnant accès aux états financiers audités.

Vous nous dites bien que vous n'avez pas accès aux états financiers audités de Soccer Canada? Devons-nous comprendre qu'aucun document n'est produit pour indiquer exactement comment l'argent est dépensé?

Mme Christine Sinclair: Leurs états financiers audités sont rendus publics en mars.

Quinn: Ils publient effectivement des états financiers audités, mais il s'agit d'un survol général ne fournissant aucun détail concernant l'équité dans le financement.

M. Michael Coteau: Pourriez-vous prendre quelques minutes pour nous donner une meilleure idée de la manière dont les choses se passent lorsque quelqu'un accède à l'équipe nationale? Qu'en est-il des questions financières? Si une personne veut tout donner pour faire partie de l'équipe, elle doit investir énormément de temps dans l'aventure. Quelle est votre situation financière? Quelles sont les principales embûches? Quelles sont vos options? Dans quelle mesure est-il difficile pour une personne de renoncer à tout le reste pour faire partie d'une équipe nationale?

Je pose la question pour que les Canadiens comprennent bien tout ce que cela exige. Est-ce que la compensation obtenue est à la hauteur des sacrifices consentis? Quelqu'un parmi vous a indiqué qu'il pouvait même être difficile pour les joueuses de se rendre à certains endroits. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Mme Janine Beckie: Le soccer féminin se retrouve dans une posture un peu difficile par rapport à son pendant masculin. Mme Sinclair en a glissé un mot tout à l'heure en parlant des joueurs de l'équipe masculine qui peuvent évoluer même jusqu'au niveau de la MLS, la ligue majeure nord-américaine, et qui touchent des salaires beaucoup plus élevés que les nôtres. Bon nombre des joueuses qui accèdent à notre programme évoluent au niveau universitaire aux États-Unis et n'ont pas de revenus. Elles sont encore aux études et bénéficient, dans le meilleur des scénarios, d'une bourse, mais elles n'ont pas un salaire à proprement parler. Ailleurs dans le monde, les fédérations qui compétitionnent au plus haut niveau offrent un incitatif aux membres de leurs équipes nationales en leur versant une rémunération.

Je ne veux surtout pas perdre de vue le fait que c'est vraiment un très grand honneur — le plus grand qui soit — de jouer pour l'équipe nationale de son pays, et plusieurs ne manqueront pas de nous le rappeler en nous disant que nous devrions être reconnaissantes de pouvoir le faire et que bien des gens voudraient être à notre place. Il n'en demeure pas moins que les hommes qui pratiquent le même sport que nous ont droit à un traitement différent. Il en est ainsi depuis des années. Les joueurs font beaucoup d'argent. Je sais par exemple que les joueurs anglais n'encaissent même pas les fonds qui leur sont versés par l'équipe nationale. Ils en font don à une œuvre de bienfaisance. Ils n'ont pas besoin de cet argent, car ils en gagnent déjà énormément au sein de leurs clubs respectifs.

La plupart des joueuses qui accèdent à notre équipe n'ont aucune source de revenu. Elles se joignent à l'équipe pour toutes les bonnes raisons — pratiquer le sport qu'elles aiment, représenter leur pays, etc. —, mais rien ne justifie qu'on leur refuse une indemnisation pour le travail qu'elles font.

Nous passons plus du tiers de l'année dans le giron de l'équipe nationale, loin de nos familles. Certaines joueuses doivent ainsi s'absenter de l'école. Celles parmi nous qui jouent dans la ligue nationale aux États-Unis doivent quitter temporairement leur équipe professionnelle du fait que les modalités établies ne leur permettent pas de faire autrement. Lorsqu'une joueuse consacre autant de temps et d'énergie dans le seul but de livrer de grandes performances comme nous l'avons fait pour notre pays, il ne fait aucun doute que l'on devrait l'indemniser. Chaque joueuse devrait pouvoir se joindre à l'équipe nationale en ayant la garantie qu'elle y trouvera toutes les conditions propices à sa réussite dans l'immédiat, comme dans le reste de sa vie.

• (1705)

M. Michael Coteau: Je voudrais que nous parlions à nouveau de Canadian Soccer Business. S'agit-il d'un modèle que l'on voit couramment ou est-ce qu'on le trouve seulement au Canada? Savez-vous si un modèle semblable est utilisé dans d'autres pays pour la commercialisation de votre sport?

Mme Christine Sinclair: Je crois qu'on l'a fait aux États-Unis il y a un certain nombre d'années, mais je ne me rappelle pas à quel moment on a mis fin au programme. Ce n'est donc pas la première fois qu'on entend parler de ce modèle, mais il n'y a pas à ma connaissance un autre pays qui utilise actuellement une formule comme celle de Canadian Soccer Business. C'était davantage le cas par le passé.

Mme Janine Beckie: Je crois que l'association américaine de soccer y a eu recours lorsque la MLS a été mise sur pied, comme on l'a fait ici pour la Première ligue canadienne. On a toutefois mis un terme à l'expérience au bout de quelques années seulement, car je crois que c'est en fait un modèle qui ne tient pas la route.

M. Michael Coteau: On a soulevé la question des investissements du gouvernement fédéral pour...

La présidente: Il vous reste six secondes.

Mr. Michael Coteau: Je suis persuadé que quelqu'un d'autre saura en profiter. Nous aurons un autre tour de questions.

Merci.

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant entreprendre un quatrième tour, mais il faudra que ce soit très bref. Peut-être devons-nous nous contenter

des deux périodes de cinq minutes suivies de deux autres de deux minutes et demie, en laissant tomber les deux dernières cases de cinq minutes. C'est peut-être tout ce que nous serons en mesure de faire.

Je vais d'abord donner la parole à M. Waugh pour une période de cinq minutes.

M. Kevin Waugh: Merci, madame la présidente.

Je pourrais vous parler de Kaylyn Kyle qui vient de Saskatoon, ce qui ne l'a pas empêchée de faire partie de l'équipe olympique. Vous avez joué avec elle. Je crois que c'est en partie grâce à elle que nous pouvons observer maintenant un si grand engouement pour le soccer.

Voici le problème que j'entrevois pour les trois prochaines années. Comme vous le savez, le Canada va accueillir la Coupe du monde de la FIFA en 2026. Des parties seront disputées à Vancouver et à Toronto. Il y a de nombreux commanditaires et de très larges audiences, au petit écran comme en personne, mais tout cela est pour l'équipe masculine.

Je crains fort que l'Association canadienne de soccer ne soit pas prête à composer avec le fait que le soccer deviendra le sport numéro un au pays, si ce n'est pas déjà chose faite.

J'aimerais que vous nous parliez de ces trois prochaines années qui seront cruciales pour le soccer au Canada. Il est malheureusement possible que vous soyez laissées pour compte au profit du programme masculin, surtout lors des deux années — 2025 et 2026 — qui nous mèneront à la tenue de la Coupe du monde.

Pouvez-vous nous dire ce que vous pensez de tout cela et de la transformation qui pourrait s'ensuivre pour le soccer au Canada?

Mme Janine Beckie: Il est important de préciser que l'équipe masculine est actuellement dans la même situation que nous. Son budget a été réduit pour cette année également. Nous aurions dû déjà vous dire que nos revendications les touchent également au premier chef et que nous parlons aussi en leur nom aujourd'hui.

Les hommes ont effectivement obtenu toutes les ressources dont ils avaient besoin pour participer à la Coupe du monde l'an dernier. Ils appuient sans réserve notre lutte, et comprennent bien les enjeux pour leur équipe à l'approche de la Coupe du monde de 2026.

Il est inquiétant que cette entente fasse autant parler. Il est préoccupant qu'elle ait été portée à notre attention seulement il y a un an et demi. Avant cela, je peux vous assurer que je n'avais aucunement connaissance de l'existence d'une telle entente. Comme je l'indiquais dans nos observations préliminaires, les avantages possibles sont si considérables que Soccer Canada, les joueurs et les jeunes risquent d'en souffrir pendant très longtemps si nous ne faisons pas maintenant le nécessaire pour en tirer pleinement parti.

C'est le moment ou jamais pour l'Association canadienne de soccer de trouver, de concert avec Canada Soccer Business, la façon de tirer le maximum de la venue de la Coupe du monde au Canada.

• (1710)

M. Kevin Waugh: L'éléphant dans la pièce, c'est ce montant de 9 millions de dollars que les hommes ont obtenu de la FIFA l'an dernier.

Où va aller cet argent? C'est la question qui est sur toutes les lèvres.

Tout le monde veut savoir où vont aller ces 9 millions de dollars versés à l'équipe masculine l'an dernier.

N'est-ce pas ce que vous voulez également savoir?

Mme Janine Beckie: Nous aimerions aussi le savoir.

M. Kevin Waugh: N'estimez-vous pas que vous devriez obtenir une partie de ces fonds?

Mme Christine Sinclair: Contrairement à ce que fait l'Association canadienne de soccer, nous n'allons pas révéler ici les détails de nos négociations. Il n'en demeure pas moins que l'Association s'est engagée publiquement à appliquer les principes de l'équité salariale, ce qui doit passer notamment par une ventilation proportionnelle des bonis liés à la Coupe du monde pour leur répartition entre les équipes masculine et féminine.

C'est tout ce que nous pouvons dire à ce sujet.

M. Kevin Waugh: Certaines entreprises canadiennes n'hésitent pas à délier les cordons de leur bourse. Ainsi, Canadian Tire y va pour la première fois d'une commandite divisée à parts égales entre les femmes et les hommes.

Je pense que l'on voit s'amorcer dans ce pays un dialogue qui aurait sans doute dû se tenir il y a bien des années déjà.

Je tiens encore une fois à vous remercier pour le courage dont vous avez fait montre à l'occasion de la coupe SheBelieves ainsi que pour le témoignage que vous nous avez livré aujourd'hui. Je veux aussi vous féliciter et vous souhaiter la meilleure des chances en Australie et en Nouvelle-Zélande. Nous espérons tous que vous aurez également une autre occasion de décrocher un titre olympique.

Merci.

La présidente: Merci, monsieur Waugh.

Monsieur Housefather, vous avez cinq minutes.

M. Anthony Housefather: Merci, madame la présidente.

J'aurais une ou deux précisions à faire avant de poser mes questions.

L'équipe féminine est actuellement 6^e au classement de la FIFA, alors que l'équipe masculine est 53^e.

Les fonds alloués par Sport Canada à l'Association canadienne de soccer se répartissent comme suit. Il y a un montant de 805 109 \$ pour le fonctionnement de base; 2 007 350 \$ dans le cadre du programme À nous le podium pour l'équipe féminine; 125 000 \$ — dans le cadre du même programme et également par l'entremise de l'équipe féminine — pour l'initiative destinée à la prochaine génération; 40 500 \$ pour la sécurité dans les sports. La vaste majorité des fonds aurait donc dû aller à l'équipe féminine.

Je veux revenir à un aspect dont M. Lemire et moi-même avons déjà traité concernant votre participation à la prise de décisions. J'ai été troublé de vous entendre me répondre que le conseil d'administration ne vous a jamais consulté à propos de quoi que ce soit.

Permettez-moi de vous poser une question. Lorsque Bev Priestman a été embauchée comme entraîneuse de l'équipe nationale féminine, avez-vous d'une manière ou d'une autre participé au processus de sélection?

Mme Christine Sinclair: Je n'y ai pas participé.

Quinn: Moi non plus.

M. Anthony Housefather: On vous a seulement informées de l'identité de votre nouvelle entraîneuse en vous plaçant devant le fait accompli. Vous n'avez pas pu participer aux entrevues d'embauche, prendre connaissance des curriculum vitae ou donner votre avis sur les candidates ou les candidats susceptibles de travailler le plus efficacement avec l'équipe.

Mme Christine Sinclair: Non. Je voudrais cependant vous dire que nous en sommes arrivés à un point où Diana Matheson et moi-même... Il y avait bien sûr la pandémie, et on avait l'impression que l'Association tardait vraiment à procéder à une embauche après le départ de M. Heiner-Moller. À un certain moment, Diana Matheson et moi-même avons décidé d'interpeller les gens du secrétariat général de l'Association pour leur demander si on allait finir par annoncer l'embauche d'un nouvel entraîneur-chef. Une semaine plus tard, c'était chose faite.

M. Anthony Housefather: Madame Sinclair, on semble oublier que vous n'évoluez pas dans une ligue pour enfants d'un certain groupe d'âge. Les membres de nos équipes nationales masculine et féminine sont des adultes. Tout indique que l'Association canadienne de soccer ne vous traite pas en adultes en vous excluant totalement du processus décisionnel.

À mes yeux, le choix d'un entraîneur pour l'équipe nationale, ce qui m'apparaît très différent d'un entraîneur pour les Olympiques, lequel n'est là qu'une fois tous les quatre ans, plutôt qu'en permanence, doit se faire au moyen d'un mécanisme permettant aux joueurs ou aux joueuses d'avoir leur mot à dire. Je pense que nous devrions faire le nécessaire auprès de l'administration de Soccer Canada pour nous assurer que le point de vue des membres de deux équipes nationales est bel et bien pris en compte, d'une façon ou d'une autre, lorsque des décisions doivent être prises. C'est ce qu'on fait dans certains sports. Ce n'est pas le cas pour le soccer.

Il y a un autre sujet que je voudrais aborder. Je pense que nous comprenons tous que l'entente initiale avec Canadian Soccer Business est intervenue parce que nous avions besoin d'une ligue professionnelle masculine au Canada pour pouvoir poser notre candidature afin d'accueillir la Coupe du monde en 2026. Pourquoi n'y a-t-il pas aujourd'hui une ligue professionnelle féminine au Canada? Est-ce que rien n'a été fait en ce sens depuis que les Whittcaps ont cessé leurs activités en 2012? Vous devez jouer à Portland et à Houston. Pourquoi n'avons-nous pas une ligue canadienne de soccer féminin?

• (1715)

Mme Christine Sinclair: C'est une bonne question.

M. Anthony Housefather: La situation découle-t-elle d'un manque d'attention de la part du conseil d'administration ou d'un manque d'efforts? Elle est évidemment liée à un manque de ressources, alors que nous disposons du troisième bassin de joueurs en importance. Les États-Unis sont en mesure d'avoir une ligue. Je sais que leur population est plus importante que la nôtre, mais en théorie, la ligue dans laquelle vous jouez pourrait compter quelques équipes.

Pourquoi les choses sont-elles ainsi? Cette situation me laisse un peu perplexe.

Mme Janine Beckie: Au cours de la préparation pour la candidature à la Coupe du monde de 2026, il est apparu clairement qu'un pays devait disposer d'une ligue masculine de soccer pour pouvoir accueillir la Coupe du monde. Canada Soccer avait effectivement l'intention de créer une ligue masculine lorsqu'il a posé sa candidature à la Coupe du monde de 2026. Nous croyons comprendre qu'à l'époque, la question de la création d'une ligue féminine n'était pas du tout prise en compte dans cette conversation.

C'est l'exemple même de la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. Dans le passé, les dirigeants de Canada Soccer ont fait preuve d'un mépris flagrant à l'égard du programme féminin.

Quinn: En ce qui concerne votre sentiment de perplexité, vous n'êtes pas la seule personne à l'éprouver. Je pense que ce sentiment est partagé non seulement par nous, étant donné que nous n'avons pas de ligue professionnelle, mais aussi par d'autres personnes du monde entier. Quand elles observent la réussite de notre programme, elles ne peuvent pas comprendre que nous n'avons pas de ligue professionnelle. Je pense qu'en ce sens, nous sommes une anomalie.

M. Anthony Housefather: Je voudrais simplement dire qu'avant que vous ne preniez votre retraite, madame Sinclair, j'aimerais qu'il y ait une ligue professionnelle féminine au Canada, afin que vous puissiez terminer votre carrière dans une ligue canadienne.

J'ai une dernière question à vous poser. Lorsque M. Shields a posé sa question tout à l'heure, vous n'avez pas cité de noms. Devrions-nous appeler Victor Montagliani?

Mme Christine Sinclair: Oui.

M. Anthony Housefather: C'est parfait.

Je voudrais terminer en vous remerciant de nouveau. Chacune d'entre vous est une source d'inspiration. C'est vraiment un privilège de vous avoir parmi nous.

La présidente: Je vous remercie.

Monsieur Lemire, vous avez la parole pendant deux minutes et demie.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Merci, madame la présidente.

Je remarque que des partisans dans la salle portent le chandail n° 12 de l'équipe canadienne. Dans le monde du sport, généralement, les joueurs demandent des redevances pour les ventes de chandails. C'est une des façons dont ils font de l'argent.

Madame Sinclair, avez-vous eu des redevances pour la vente de ces chandails?

[Traduction]

Mme Christine Sinclair: Non.

[Français]

M. Sébastien Lemire: C'est un problème.

[Traduction]

Mme Christine Sinclair: Oui.

[Français]

M. Sébastien Lemire: C'est donc un élément qui devrait faire partie de l'entente. Il y a des gens qui profitent de votre succès pour faire de l'argent. Cet argent devrait vous revenir en partie. C'est la démonstration de l'ensemble du problème.

J'aimerais vous poser une question qui est un peu liée à ce que disait mon collègue M. Housefather.

Il y a le projet de l'organisme Project 8, mais il semble comporter un angle mort. Avez-vous espoir dans ce projet ou cela vous fait-il plutôt peur?

Je remarque que la majorité d'entre vous joue aux États-Unis ou ailleurs. Cela vous intéresserait-il de venir jouer au Canada? Ce projet pourrait-il être une solution?

[Traduction]

Mme Janine Beckie: J'ai absolument confiance dans le Projet 8. Il a été mené par une de nos amis, une ancienne coéquipière, une personne qui est soucieuse de ce sport dans notre pays et qui est incroyablement passionnée à l'idée de lancer le soccer professionnel féminin au Canada. Je mets de très grands espoirs dans le Projet 8. Je crois que je parle au nom de tous en disant que nous aimerions vraiment avoir la chance de pratiquer notre sport professionnellement dans notre propre pays.

Ce que font Diana Matheson et le Projet 8, c'est quelque chose que d'autres personnes n'ont pas fait lorsqu'ils ont envisagé de créer une ligue masculine. Cela aurait dû être fait depuis longtemps. Cependant, les personnes appropriées y travaillent en coulisses. Je parle en mon nom en disant que je suis enthousiasmée par le potentiel de ce projet.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Je comprends que l'organisation des Whitemcaps y est impliquée. Avez-vous des attentes quant à la possible implication du Toronto FC ou du CF Montréal dans l'organisation? Par exemple, on voit aux États-Unis que la ligue de basketball féminine a un succès notamment grâce au soutien de la ligue masculine.

Avez-vous les mêmes attentes quant aux grandes équipes de la ligue majeure de soccer, ou MLS, qui sont en territoire canadien?

• (1720)

[Traduction]

Mme Christine Sinclair: C'est l'une des nombreuses façons dont le Projet 8 peut réussir. De toute évidence, trois d'entre nous jouent dans des équipes de la NWSL qui sont affiliées à des équipes de la MLS. Cela donne de bons résultats. Ce qui importe pour le Projet 8, et le lancement d'une ligue professionnelle au Canada, c'est de mettre en place les personnes appropriées, qu'elles soient ou non affiliées à une équipe de la MLS. Il va de soi que nous avons tous joué à Montréal. L'atmosphère là-bas est formidable. Nous serions certainement ravies d'y retourner.

La présidente: Je vous remercie.

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Zarrillo pendant deux minutes et demie.

Mme Bonita Zarrillo: Je vais simplement demander une chose au profit du Comité, puis je poserai une dernière question.

M. Housefather vient de parler de certains fonds qui ont été versés. Il faut toujours trouver l'argent et le suivre.

J'aimerais savoir ce qui est advenu de l'argent qui a été investi dans l'initiative À nous le podium et dans l'organisme Canada Soccer pour favoriser le sport féminin. Je voudrais qu'un audit soit effectué. J'aimerais obtenir cette information pour savoir où l'argent a été acheminé et quels programmes ont été soutenus. J'aimerais que le Comité reçoive ces renseignements, s'il vous plaît.

Ma question porte sur d'autres documents. Comme cela a été mentionné, un rapport sera rédigé. Des renseignements sont disponibles. Nous voulons vous apporter toute la transparence et les informations dont vous avez besoin. Existe-t-il d'autres documents qui, selon vous, seraient utiles pour rédiger un rapport ou pour aider les femmes et les jeunes filles à pratiquer ce sport, aujourd'hui et demain?

Mme Christine Sinclair: Il pourrait être utile de disposer également des données financières de CSB. Je suis très curieuse de savoir combien d'argent est acheminé à la PLC par l'intermédiaire de CSB.

Mme Bonita Zarrillo: Oui, il serait intéressant d'examiner ces données.

Avons-nous saisi cela? C'est tout ce que je voulais dire.

Je tiens à vous remercier d'être venues aujourd'hui et d'avoir participé à cette conversation très importante.

La présidente: Je vous remercie.

Le greffier et moi-même nous sommes interrogés à propos du fait qu'un audit doit être demandé et que nous ne l'avons pas encore demandé. Si nous le faisons, il se peut que nous obtenions l'audit et qu'il fasse partie de la transparence dont nous parlons. Pour qu'elle soit satisfaite, cette demande doit être adressée à quelqu'un. Je signale ce fait en prévision du moment où nous présenterons notre rapport en fin de compte.

Je voulais simplement remercier les témoins d'être venus et vous remercier de votre... tous les députés l'ont déjà mentionné, et j'au-

rais l'impression de répéter leurs paroles si je vous remerciais de votre esprit d'équipe, de votre courage et de votre capacité à intervenir et à signaler que l'empereur est nu. Beaucoup de gens ont très peur de faire cela, car cela pourrait nuire à leur carrière — cela pourrait avoir des répercussions sur tout. Je tiens donc à vous remercier de votre courage.

Je tiens également à dire, en ma qualité de présidente qui a entendu Hockey Canada, que nous entreprenons cette étude sur la pratique sécuritaire du sport, et que notre comité se penche précisément sur les questions de gouvernance. Ce thème englobe la transparence, la reddition de comptes, la nécessité de savoir exactement où va non seulement l'argent, mais aussi l'équité et tous les aspects de ce genre. Je tiens à dire que j'ai été choquée lorsque nous avons appris plus tôt, en entendant Hockey Canada — et nous entendons cela de nouveau —, que les équipes dans lesquelles nous envoyons nos jeunes enfants, pour qu'ils apprennent à jouer en équipe, à avoir du courage et de la résilience et à foncer, semblent faire preuve de si peu de transparence, de responsabilité et de tout le reste.

Je sais que notre comité se concentrera sur l'étude de la gouvernance, non seulement aujourd'hui, mais aussi à l'avenir, et je crois que le Canada est un débutant — pas un vrai débutant, mais un débutant — dans le domaine du soccer professionnel. Tous les pays européens, les pays d'Amérique latine et d'autres pays jouent au soccer depuis toujours. Un enfant peut grandir là-bas et dire: « Je veux devenir un joueur professionnel ». Nous devons commencer à discuter de la façon dont nous pouvons rattraper le reste du monde, et je vous remercie de toutes vos suggestions. Vous avez été très honnêtes et très directes en ce qui concerne les mesures qui s'imposent, selon vous, et je tiens à vous remercier de nouveau de votre participation.

Merci beaucoup.

[Applaudissements]

La présidente: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>